MINISTERE DE L'ECONOMIE, DE LA PROSPECTIVE ET DE LA PROGRAMMATION DU DEVELOPPEMENT DURABLE

DIRECTION GENERALE DE L'ECONOMIE ET DE LA POLITIQUE FISCALE

NOTE DE CONJONCTURE SECTORIELLE

A FIN DECEMBRE 2017

Février 2018

DIRECTION DE PUBLICATION

Ministre de l'Économie, de la Prospective et de la Programmation du Développement Durable

M. Régis IMMONGAULT

Ministre délégué

Mme Edwige ESSOUKOU ép. BETHA

Directeur Général de l'Economie et de la Politique Fiscale

M. Jean Baptiste NGOLO ALLINI

Directeur Général Adjoint

Mme. Aurélie KASSAT, ép. NGUEMA

Contact :

Direction Générale de l'Economie et de la Politique Fiscale
Immeuble de la Solde, Centre-ville
B.P. 1204 Libreville Gabon
Tel : (+241) 01.79.52.28 /
Site internet : www.dgepf.ga

La Direction Générale de l'Economie et de la Politique Fiscale renouvelle ses remerciements aux entreprises, aux administrations et aux opinions informées qui ont permis la réalisation de cette quatrième note de conjoncture (NDC) économique de l'année 2017.

SOMMAIRE

RESUME EXECUTIF 7
PREMIERE PARTIE : L'ECONOMIE MONDIALE A FIN DECEMBRE 2017 9
I.1 LA CONJONCTURE DANS LES PRINCIPAUX PAYS AVANCES 9
I.2 LA CONJONCTURE DANS LES PAYS EMERGENTS ET EN DEVELOPPEMENT 10
DEUXIEME PARTIE : L'ACTIVITE NATIONALE A FIN DECEMBRE 2017 11
II. LES EVOLUTIONS SECTORIELLES 11
II.1 Tableau synoptique de l'évolution sectorielle à fin décembre 2017 11
II.2 LES HYDROCARBURES 13
II.2.1 Le pétrole 13
II.2.2 Le gaz naturel commercialisé 14
II.3 LE MANGANESE 14
II.4 L'EXPLOITATION FORESTIERE 15
II.5 L'AGRICULTURE ET L'ELEVAGE 15
II.5.1 Le caoutchouc naturel 15
II.5.2 L'huile de palme brute 16
II.5.3 L'élevage bovin 16
II.6 LES AGRO-INDUSTRIES 17
II.6.1 La minoterie et l'aviculture 17
II.6.2 Le sucre 17
II.6.3 Les boissons gazeuses et alcoolisées 18
II.6.4 L'eau minérale 19
II.6.5 Les huiles et corps gras 19
II.7 LES INDUSTRIES DU BOIS 20
II.7.1 Les unités de sciage 20
II.7.2 Les unités de déroulage 21
II.8 LES AUTRES INDUSTRIES DE TRANSFORMATION 22
II.8.1 La chimie 22
II.8.2 Les matériaux de construction 23
II.8.3 La seconde transformation des métaux 24
II.8.4 L'industrie minière 24
II.9 LE RAFFINAGE 25
II.10 LA PRODUCTION ET LA DISTRIBUTION D'EAU ET D'ELECTRICITE 26
II.10.1 L'électricité 26
II.10.2 L'eau 26
II.11 LE BATIMENT ET LES TRAVAUX PUBLICS 27

II.12 LE TRANSPORT ET LES AUXILIAIRES DE TRANSPORT 27
II.12.1 Le transport aérien 27
II.12.2 Le transport ferroviaire 28
II.12.3 Le transport maritime 29
II.13 LES TELECOMMUNICATIONS 29
II.14 LE COMMERCE 30
II.14.1 Le commerce général structuré 30
II.14.2 Le commerce des véhicules neufs 30
II.14.3 Le commerce des produits pétroliers 31
II.14.4 Le commerce des produits pharmaceutiques 31
II.15 LES AUTRES SERVICES 32
II.15.1 Les services rendus aux entreprises 32
II.15.2 Les services rendus aux particuliers 32
II.15.3 Les services immobiliers 32
II.15.4 Les services de réparation mécanique 33
II.16 L'HOTELLERIE ET LA RESTAURATION 33
II 17. LA SITUATION DU SYSTEME BANCAIRE 33
II.17-1 L'Analyse bilancielle 33
II.17.2 Les opérations avec la clientèle 34
II.17.2.1 Les ressources collectées 34
II.17.2.2 Les crédits distribués 35
II.18 LES ACTIVITES DE MICROFINANCE AU 31 DECEMBRE 2017 36
II.18.1 La configuration du secteur 36
II.18.2 La couverture géographique et la clientèle des EMF 36
II.18.3 Capitaux propres et intermédiation financière 37
II.19 LE SECTEUR ASSURANCE 38
II.19.1 La Branche Non Vie 39
II.19. 2. La Branche Vie et Capitalisation 39
II.19. 3. La Répartition des parts de marché par compagnie 40
TROISIEME PARTIE : LES GRANDEURS MACROECONOMIQUES A FIN DECEMBRE 2017 42
III.1 LES PRIX A LA CONSOMMATION 42
III.2. L'EMPLOI 44
III.2.1. La variation des effectifs par département 44
III.2.2 La structure des effectifs de la fonction publique 45
III.3. LES SALAIRES 45
III.3.1. La solde permanente par administration 45
III.3.2. La masse salariale de la Main d'Œuvre Non Permanente 46

III.3.3. La masse salariale des collectivités locales 46
III.4. LE COMMERCE EXTERIEUR 46
III.4.1. L'évolution des exportations en valeur 47
III.4.2. L'évolution des importations en valeur 49
III.4.3. Le partenariat économique 50
III.4.3.1 Les principaux clients 50
III.4.3.2. Les principaux fournisseurs 52
III.5 LE BUDGET EXECUTE 53
III.5.1. Les soldes budgétaires 53
III.5.2. L'exécution des recettes 54
III.5.2.1 Les recettes pétrolières 54
III.5.2.2 Les recettes hors pétrole 55
III.5.3. Les dépenses budgétaires 55
III.5.3.1 Les dépenses de fonctionnement 55
III.5.3.2 La charge de la dette 56
III.5.3.3 Les dépenses d'investissement 56
III.5.3.4 Les autres dépenses 56
III.6 LA DETTE 57
III.6.1 L'évolution du règlement de la dette 57
III.6.2 L'évolution des tirages sur financements 58
III.6.3 L'évolution du stock de la dette publique 59
III.7. LA SITUATION MONETAIRE 60
III.7.1. Les principaux agrégats monétaires 61
III.7.1.1 La masse monétaire (M2) 61
III.7.1.2. Les ressources extra-monétaires 61
III.7.2. Les contreparties de la masse monétaire 61
III.7.2.1. Les Avoirs Extérieurs Nets (A.E.N) 61
III.7.2.2 Le crédit intérieur 62
III.7.2.3 Les créances sur l'économie 62
III.7.2.4 Les créances nettes sur l'Etat 62
III.8 LA POLITIQUE MONETAIRE 62
III.8.1. L'action sur la liquidité bancaire 62
III.8.2. La politique des taux d'intérêt 63
CONCLUSION 64
ANNEXE 65

RESUME EXECUTIF

Au quatrième trimestre 2017, la reprise économique mondiale s'est affermie, se propageant par pallier à l'ensemble des régions du monde. Cette embellie s'est caractérisée par un raffermissement de la demande mondiale, une amélioration des cours des produits de base et des conditions financières mondiales, une maitrise de l'inflation et une baisse du chômage dans les pays avancés.

Autant d'atouts qui ont milité pour une croissance résolument installée sur la durée. Ainsi, l'expansion économique mondiale s'est établie à 3,8% en 2017 contre 3,6% initialement attendu.

Au plan national, l'économie gabonaise, après avoir enregistré un choc inhérent au retournement des cours du pétrole, a mieux résisté que par le passé aux effets liés à cette crise. Cela traduit une amélioration de la résilience de l'économie nationale, résultat des efforts de transformation structurelle engagés depuis quelques années.

En ce qui concerne le secteur primaire, s'il est vrai que l'activité pétrolière reste une source de préoccupation permanente au regard de la tendance baissière de sa production (-8,5%), pour des raisons bien identifiées, il convient de relever l'embellie de l'activité extractive du minerai de manganèse (44,3%) sous l'effet du contexte favorable de l'industrie sidérurgique internationale.

De même, la bonne orientation de l'exploitation forestière (+5,7%) est source de satisfaction. Enfin, La branche des huiles de palme brute a enregistré de bonnes performances du fait de la montée en puissance des plantations d'Awala et Mouila.

Les activités du secteur secondaire ont connu au cours de la période, une évolution mitigée se traduisant par le recul de plusieurs branches notamment la production meunière et avicole, la production sucrière, les boissons gazeuses et alcoolisées. Il en est de même des autres industries de transformations qui ont connu un retrait de la plupart de leurs branches, excepté l'industrie minière qui progressivement constitue un exemple encourageant de transformation locale, au même titre que l'industrie du bois.

Au cours de la période sous revue, les activités du secteur tertiaire ont été impactées par les effets de la morosité économique. Ainsi, à l'exception notable du transport ferroviaire, de la vente de produits pharmaceutiques et de l'hôtellerie et restauration, la plupart des autres branches ont enregistré des contreperformances.

La reprise économique mondiale a été bénéfique au secteur extérieur, puisque le Gabon a enregistré une forte hausse (+39,6%) de l'excédent de sa balance commerciale qui s'est établie à 1 204,2 milliards de FCFA en 2017.

Cette bonne tendance sur le plan des échanges extérieurs s'est opérée dans un contexte de hausse légère du crédit intérieur net (+0,2%), tiré par la progression du niveau des créances sur l'Etat (+9,4%) alors que le crédit à l'économie recule de 4,4%. On note également la baisse de la masse monétaire (-10,5%) et des avoirs extérieurs nets (-36,3%).

Dans le même sillage, le total agrégé des bilans des banques a régressé de 8,9%. Cette évolution est essentiellement liée au repli des dépôts de la clientèle qui ont baissé de 10,4%, à fin 2017. Toutefois, le taux de couverture des crédits par les dépôts s'est amélioré.

Enfin, les pressions inflationnistes observées depuis le début de l'année se sont atténuées en rapport avec le maintien du dispositif gouvernemental de lutte contre la vie chère.

PREMIERE PARTIE : L'ECONOMIE MONDIALE A FIN DECEMBRE 2017

La reprise cyclique de l'économie mondiale s'est poursuivie sur le quatrième trimestre de l'année 2017. Elle a été soutenue aussi bien par une accélération de l'activité dans les principaux pays avancés, que dans de nombreux pays émergents et en développement (Chine, Russie et Inde).

Par ailleurs, la bonne tenue des investissements et des échanges commerciaux au niveau mondial, la consolidation de la demande interne dans les pays avancés et l'amélioration des conditions financières, ont constitué les principaux moteurs de l'embellie actuelle, favorisée en outre par un contexte de relèvement progressif des cours des matières premières et des produits de base.

Cependant, l'économie mondiale bien qu'en hausse reste confrontée à certains dysfonctionnements à savoir une augmentation rapide de la dette de nombreux pays, un niveau de chômage toujours élevé et des tensions géopolitiques, notamment au proche et moyen orient. Dans ces conditions, le taux de croissance de l'économie mondiale en 2017 a été de 3,8% contre 3,2% un an plus tôt.

I.1 LA CONJONCTURE DANS LES PRINCIPAUX PAYS AVANCES

Dans les pays avancés, l'expansion économique a été plus vigoureuse que prévue. La reprise économique portée par l'investissement et la demande s'est traduite par une croissance du PIB de 2,3%, dans un contexte de tensions inflationnistes contenues.

Aux **États-Unis**, l'activité économique s'est à nouveau consolidée. Ainsi, au quatrième trimestre, la croissance s'est hissée à 2,6%. Celle-ci a été favorisée par la consommation de ménages et l'investissement. Le taux de chômage du pays s'est contracté à 4,1% suite à une création de plus 261.000 emplois en trois mois. En terme annuel, le regain d'activité a été bénéfique à toute l'économie et a entrainé une croissance rapide estimée à 2,3%.

La zone euro a enregistré en 2017 sa la plus forte expansion depuis 10 ans, soutenue notamment par une production industrielle meilleure que prévu. Ainsi, en terme trimestrielle l'expansion s'est établie à 0,6% au quatrième trimestre.

Sur l'ensemble de l'année, le produit intérieur brut a atteint 2,3%. Cette embellie a été portée par une demande intérieure vigoureuse, un rebond des investissements, un euro compétitif et des exportations en hausse. Parallèlement, le nombre des demandeurs d'emplois dans la zone a chuté à 9,6% en décembre 2017 entrainant une baisse du chômage de près d'un point en un an.

La croissance économique **japonaise** s'est établie à 0,5% au quatrième trimestre 2017, portée par l'investissement et des dépenses de consommation. La politique de relance monétaire mise en œuvre par la Banque Centrale du Japon a fait baisser le yen au profit des exportations et le taux du chômage a considérablement baissé à 2,8%. De plus, le déficit du commerce extérieur s'est transformé en excédent tandis que l'inflation a ralenti (+0,2% après +0,7%) sous l'effet d'une forte baisse des prix des produits de consommation courante. Le taux de croissance du PIB réel s'est ainsi situé à 1,8 % en 2017

En **France**, la hausse du Produit intérieur brut (PIB) a atteint 0,6% quatrième trimestre 2017. Un phénomène inédit depuis 2011. En 2017, en raison d'un environnement international et européen très favorable et un climat des affaires en nette amélioration, la croissance économique a atteint 1,8% en 2017 en rythme annuel.

De même, le pouvoir d'achat des ménages s'est apprécié et le taux de chômage a baissé pour se situer à 9,4% de la population active.

L'Allemagne a enregistré en 2017 une croissance de 0,6% au quatrième trimestre 2017. La première économie européenne a été soutenue par la consommation domestique, suite à la hausse globale des revenus des ménages et les exportations (+4,7%). En effet, profitant de l'amélioration de la conjoncture dans la zone euro et dans le reste du monde, l'industrie exportatrice a progressé plus rapidement que les autres secteurs de l'économie allemande. L'excédent budgétaire du pays pour l'année 2017 s'est élevé à 1,2% du PIB, soit 38,4 milliards d'euros contre 25,7 milliards d'euros en 2016. En terme annuel, la croissance de l'économie allemande est estimée à 2,5%.

Au Royaume Uni, les perspectives d'une sortie imminente de l'Union Européenne ont pesé sur l'activité économique globale. La détérioration de la confiance des ménages s'est traduite par une croissance moins forte des dépenses des ménages, par ailleurs, l'investissement a de nouveau marqué le pas. Le PIB a décéléré de nouveau à 1,8% en 2017, contre 1,9% un an plus tôt.

I.2 LA CONJONCTURE DANS LES PAYS EMERGENTS ET EN DEVELOPPEMENT

En 2017, la reprise de l'économie a été effective au sein des pays émergents et pays en développement. Dans l'ensemble, l'expansion économique **des pays émergents et pays en développement** s'est soldé par une croissance du PIB estimée à 4,8%.

La croissance de l'économie **chinoise** s'est située à 6,9% en 2017. Cette performance a été soutenue par les investissements dans l'immobilier, les infrastructures et par une amélioration de la demande internationale. En effet, l'embellie de la conjoncture aux Etats-Unis et en Europe a stimulé les exportations. Par ailleurs, pour améliorer les performances économiques, le gouvernement a également facilité le recours au crédit, stimulant ainsi la demande des ménages.

La croissance économique **indienne** a progressé de 6,7% en 2017, dans un contexte de réforme visant la démonétisation de certains billets de banque et la mise en place d'une nouvelle taxe sur les ventes instituées par le gouvernement. En effet, suite à ces réformes structurelles continues, la position extérieure du pays s'est améliorée.

En **Amérique latine et caraïbe**, la croissance économique a été positive en 2017 après une récession l'année précédente. L'économie de la zone a profité de la reprise économique mondiale. Ce qui s'est traduit par 1,3% de croissance du PIB. L'économie brésilienne a enregistré une légère accélération de 1,0%, et celle du Mexique s'est tassée à 2% contre 2,9% un an plus tôt.

L'activité économique dans la région **Moyen-Orient et Afrique du Nord** a fortement ralenti en 2017 à 2,6% contre 4,9% en 2016. Ce fléchissement de la croissance concerne particulièrement les pays exportateurs de pétrole qui ont réduit leurs productions. Mais cette situation pourrait également s'expliquer par les tensions géopolitiques persistantes dans la région et les effets des politiques d'ajustement budgétaires mises en place par certains pays.

Par pays, en **Arabie saoudite**, la croissance économique est passée de 1,4% en 2016 à -0,7% en 2017. Ce tassement s'explique par des réductions de production décidées dans le cadre de l'OPEP et des mesures d'assainissement budgétaire. Cependant, les pays importateurs de pétrole ont enregistré une amélioration de leur situation économique. En effet, la croissance de **l'Égypte** est restée globalement stable à 4,2 % 2017 tandis que la croissance au Maroc a bondi à 4,8 % suite au redressement de la production agricole.

La croissance des économies des pays de l'Afrique subsaharienne s'est située à 2,8%. Cette hausse de la production est due à une augmentation modérée des prix des produits de base et aux réformes visant à corriger les déséquilibres macroéconomiques. Toutefois, les pays exportateurs de pétrole de la région sont encore confrontés aux conséquences du dernier effondrement des prix des matières premières.

DEUXIEME PARTIE : L'ACTIVITE NATIONALE A FIN DECEMBRE 2017

II. LES EVOLUTIONS SECTORIELLES

II.1 Tableau synoptique de l'évolution sectorielle à fin décembre 2017

SECTEURS	EVOLUTION
Secteur primaire	
Pétrole	↘
Mines	
Manganèse	↗
Exploitation forestière	↗
Agriculture et élevage	
Caoutchouc naturel	↘
Huile de palme brute	↗
Elevage	↗
Secteur secondaire	
Industries agro-alimentaires, boissons	
Production meunière et avicole	↘
Production sucrière	↘
Boissons gazeuses et alcoolisées	↘
Eau minérale	↗
Huiles et corps gras	↗
Industries du bois	
Unités de sciages	↗
Unités de déroulage	↗
Autres industries de transformation	
Chimie	↘
Matériaux de construction	↘
Seconde transformation des métaux	↘
Industrie minière	↗
Raffinage	↘

Electricité et eau	↗
Bâtiment et Travaux publics	↘
Secteur tertiaire	
Transports et auxiliaires de transports	
Aérien	↘
Ferroviaire	↗
Maritime	↗
Télécommunications	↘
Commerce	
Général structuré	↘
Véhicules utilitaires neufs	↘
Véhicules industriels	↗
Produits pétroliers	↘
Produits pharmaceutiques	↗
Services	
Rendus aux entreprises	↘
Rendus aux particuliers	↘
Immobiliers	↗
Réparation mécanique	↘
Hôtellerie et restauration	↗

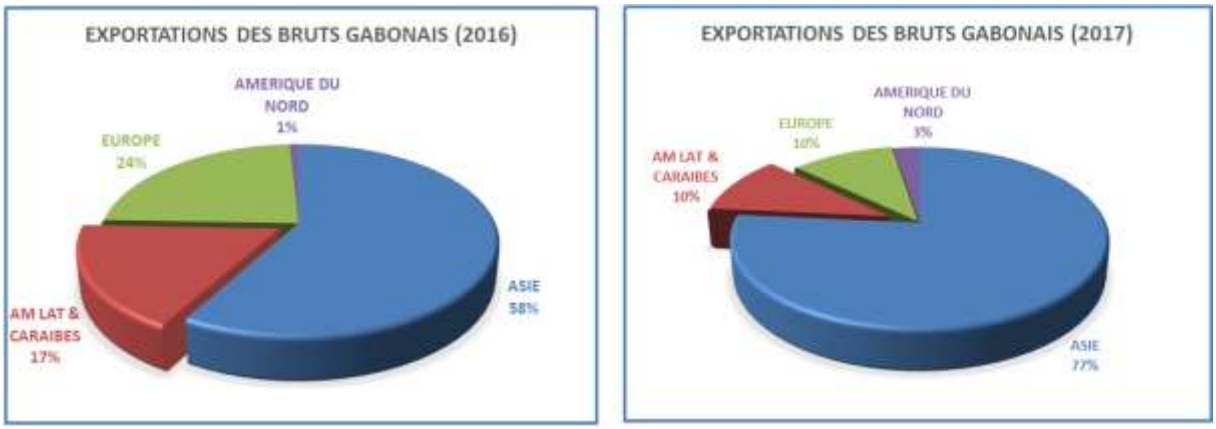
Source : DGPF

II.2 LES HYDROCARBURES

II.2.1 Le pétrole

Au terme de l'année 2017, la production nationale de pétrole brut s'est contractée de 8,5%, pour se situer à 10,5 millions de tonnes. Cette contreperformance est imputable au déclin naturel des champs matures, aux difficultés techniques rencontrées par certains opérateurs, à la grève du personnel et aux exigences de l'OPEP pour réduire l'offre mondiale de pétrole. A cela, s'ajoute la stratégie du laisser-faire adoptée par les opérateurs comme Shell et Total, dans l'attente de la finalisation des cessions d'actifs au profit d'ASSALA et Pérenco, qui n'ont eu lieu qu'en septembre 2017.

Parallèlement, le repli de la production nationale a induit une baisse des exportations de 10,3%, à 9,44 millions de tonnes. L'Asie, avec 77% de parts, reste la principale destination du brut gabonais, suivie de l'Europe et de l'Amérique latine & des Caraïbes.



Source : DGH

Dans un contexte de reprise des cours, le prix moyen du Brent s'est situé à 54,27 dollars le baril, en amélioration de 24,2% par rapport à 2016. De même, le prix moyen des bruts gabonais a augmenté de 29,6% à 52,54 dollars le baril. Enfin, le taux de change moyen du franc CFA par rapport au dollar s'est déprécié de 1,9% en 2017 pour s'établir à 582,075 FCFA pour 1 dollar.

Evolution de l'activité pétrolière

	2017				Fin décembre		
	T1	T2	T3	T4	2016	2017	Var 17/16
Production (en millions de tonnes)	2,67	2,688	2,593	2,549	11,485	10,503	-8,5%
Exportations (en millions de tonnes)	2,32	2,505	2,414	2,208	10,530	9,443	-10,3%
Prix moyen du Brent ($US/bbl)	53,78	49,83	52,08	61,39	43,69	54,27	24,2%
Prix moyen du brut gabonais ($US/bbl)	51,26	47,83	50,91	60,17	40,55	52,54	29,6%
Taux de change ($US/FCFA)	616,14	596,43	558,70	557,03	593,08	582,07	-1,9%

Source : Direction Générale des Hydrocarbures (DGH)

II.2.2 Le gaz naturel commercialisé

La production de gaz naturel a baissé de 6,4% en 2017 comparativement aux réalisations de 2016 pour se situer à 491 millions de m^3. Cette contreperformance s'inscrit dans la morosité qui caractérise le secteur pétrolier et provient principalement de Perenco, leader de cette branche avec près de 95% de la production nationale de gaz. De même, le prix de vente moyen national s'est déprécié de 2,7% à 0,122 dollar le m^3.

Evolution de production du gaz naturel

	2017				Fin décembre		
	T1	T2	T3	T4	2016	2017	Var 17/16
Production commercialisée (milliers de m^3)	135 127	122 127	111 421	122 483	524 824	491 159	-6,4%
Prix de vente moyen national (USD/m^3)	0,1251	0,1226	0,1215	0,1193	0,1255	0,1221	-2,7%

Source : Direction Générale des Hydrocarbures (DGH)

II.3 LE MANGANESE

A fin 2017, l'activité extractive du minerai de manganèse a connu une embellie sous l'effet d'un contexte international favorable marquée par une hausse de l'industrie sidérurgique. Ainsi, la production nationale de minerai et d'agglomérés de manganèse s'est fortement accrue (+44,3%) pour s'établir à 4,9 millions de tonnes. Cette hausse est liée aux bons résultats de Comilog et à l'apport des deux autres opérateurs, à savoir : Nouvelle Gabon Mining, qui est entré en phase de production au début de l'année, et CICMHZ qui a relancé ses activités en 2017. Néanmoins, on a noté un fléchissement de production au quatrième trimestre par rapport au troisième trimestre qui a connu la meilleure performance de l'année.

Dans le même temps, les exportations et les ventes ont progressé respectivement de 48,0% et 48,2%, en raison de la fermeté de la demande mondiale impulsée par la Chine, l'Europe et l'Inde. Le relèvement du niveau des exportations est en liaison avec l'écoulement des stocks constitués l'année précédente suite à l'effondrement des cours mondiaux du manganèse.

Dans un contexte de prix de manganèse nettement rémunérateur en 2017, le chiffre d'affaires global s'est situé à 688,99 milliards de francs CFA, soit une amélioration de 91,3% par rapport à 2016.

S'agissant de l'emploi, les embauches réalisées essentiellement par les nouveaux opérateurs (CICMHZ et Nouvelle Gabon Mining) ont induit une hausse de 26,6% des effectifs à 1 929 personnes, pour une masse salariale de 50,3 milliards de francs CFA (+24,8%).

Evolution de l'activité de manganèse

(en tonnes)	2017				Fin décembre		
	T1	T2	T3	T4	2016	2017	Var 17/16
Production	872 551	1 348 209	1 394 209	1 310 432	3 412 614	4 925 558	44,3%
Exportations	1 120 337	1 356 493	1 413 678	1 167 231	3 417 111	5 057 740	48,0%
Ventes	1 100 911	1 364 616	1 414 647	1 171 937	3 408 578	5 052 112	48,2%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	144 697	181 067	191 244	171 980	360 142	688 988	91,3%
Effectifs	1 890	1 935	1 942	1 929	1 524	1 929	26,6%
Masse salariale	11 764	11 150	11 506	15 864	40 290	50 285	24,8%

Sources : Comilog, CICMHZ, Nouvelle Gabon Mining

II.4 L'EXPLOITATION FORESTIERE

A fin décembre 2017, l'exploitation forestière s'est caractérisée par une amélioration des performances industrielles et commerciales. En effet, la production de grumes a progressé de 5,7% pour s'élever à 1 604 995 m^3, en raison de la mise en exploitation de nouvelles surfaces forestières, de la fermeté de la demande des industries locales et au renforcement de la législation sur les conditions d'exploitation du Kévazingo et de l'Ozigo.

Au cours de la même période, les ventes de grumes aux industries locales ne disposant pas de permis forestiers ou d'essences appropriées ont atteint un volume de 557 451 m^3, soit une hausse de 23,2% par rapport à 2016.

Evolution de l'activité forestière

(en m^3)	2017				Fin décembre		
	T1	T2	T3	T4	2016	2017	Var 17/16
Production	387 964	404 494	492 367	320 170	1 518 321	1 604 995	5,7%
Ventes aux industries locales	133 491	136 389	157 424	130 147	452 625	557 451	23,2%

Sources : Hua Jia, Khll, Somivab, Ifeg, Bg (ex-TV-BG), Bsg, Gwi, Bso, Seef, Geb, Sfik, Egg, Rfm, Tali B., Sbl, Rougier Gabon, Ceb, Cora Wood, Cbg, Bordamur, Bso, Ttib, Tbni, Mpb, Sun Harvest Ventures Corp.

II.5 L'AGRICULTURE ET L'ELEVAGE

II.5.1 Le caoutchouc naturel

La filière de l'hévéaculture a enregistré de nouvelles contre-performances en 2017, avec une dégradation des volumes usinés. En effet, la production de caoutchouc naturel en fonds de tasse a reculé de 8,6%, à 26 233 tonnes, notamment du fait des intempéries qui ont occasionné des pertes concomitantes dans les plantations dédiées à la saignée et celles consacrées au replanting**.** Parallèlement, la transformation de caoutchouc humide en granulé a reculé de 4,9% pour un volume de 14 191,3 tonnes.

Evolution de l'activité du caoutchouc

	2017				Fin décembre		
	T1	T2	T3	T4	2016	2017	Var 17/16
Productions							
Caoutchouc humide (en tonnes)	5 547,1	6 816,4	7 251,3	6 617,9	28 699,1	26 232,7	-8,6%
Caoutchouc usiné (en tonnes)	3 348,7	3 586,1	3 454,3	3 802,2	14 917,5	14 191,3	-4,9%
Exportations de caoutchouc usiné (en tonnes)	4 128,6	3 265,6	3 447,1	4 176,8	14 121,8	15 018,1	6,3%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	4 879,6	3 816,2	2 962,0	3 494,2	11 031,9	15 151,9	37,3%
Effectifs	203	203	200	196	207	196	-5,3%
Masse salariale	349,5	384,8	381,8	372,0	1 335,9	1 488,2	11,4%

Source : Siat Gabon

A l'inverse, les exportations de caoutchouc usiné ont augmenté de 6,3% pour atteindre 15 018 tonnes grâce à l'amélioration de la logistique en vue de l'évacuation de la production. Ainsi, le chiffre d'affaires, d'un montant de près de 15,152 milliards de F CFA, a progressé de 37,3% par rapport à 2016, soutenu par le relèvement des cours moyens mondiaux du caoutchouc naturel.

II.5.2 L'huile de palme brute

La branche des huiles de palme brute a été marquée en 2017 par la montée en puissance des récoltes des plantations d'Awala et Mouila. Ainsi, l'usinage des 120 719 tonnes de régimes de palme récoltées dans les deux sites a permis de produire 26 539,2 tonnes d'huile de palme rouge contre un volume de 2 927,3 tonnes en 2016. Au quatrième trimestre, la production a presque triplé, atteignant 12,6 milles tonnes contre 4,9 milles tonnes au troisième trimestre.

Evolution de l'activité de l'huile brute

	2017				Fin décembre		
	T1	T2	T3	T4	2016	2017	Var 17/16
Productions d'huile rouge (en tonnes)	4 338,1	4 626,8	4 952,7	12 621,7	2 927,3	26 539,2	806,6%

Source : OLAM

II.5.3 L'élevage bovin

A fin décembre 2017, le cheptel du ranch Nyanga a augmenté de 8,8% à 5 832 bêtes. Cette évolution résulte de la stratégie de reconstitution du troupeau mise en place par l'opérateur. Celle-ci repose sur trois axes : la réduction du taux de mortalité des bêtes, la diminution des fréquences d'abattages et l'introduction des jeunes bêtes aptes à la reproduction.

Sur le plan commercial, la société a mis sur le marché un volume de 68 450 Kg de viande. Cette baisse de 4,2% s'explique par la diminution du nombre de bêtes à réformer et de la fréquence d'abattages. Dans ce contexte, le chiffre d'affaires a reculé de 4,7% à 302,6 millions de FCFA.

Enfin, la masse salariale a fortement augmenté (+65,5% à 224,4 millions de FCFA), en liaison avec le changement de catégories de nombreux agents, malgré la baisse des effectifs.

Evolution de l'élevage bovin

	2017				Fin décembre		
	T1	T2	T3	T4	2016	2017	Var 17/16
Effectif du cheptel	5 531	5 514	5 485	5 832	5 361	5 832	8,8%
Vente de viande (en kg)	17 830	19 108	17 934	13 578	71 423	68 450	-4,2%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	71,4	86,6	81,3	63,3	317,7	302,6	-4,7%
Effectif	22	21	18	17	23	17	-26,1%
Masse salariale	45,8	30,4	118,6	29,5	135,6	224,4	65,5%

Source: SIAT Gabon Ranch Nyanga

II.6 LES AGRO-INDUSTRIES

II.6.1 La minoterie et l'aviculture

La branche de l'industrie meunière et avicole a été marquée par un tassement de son activité en 2017. En effet, suite à la contraction de la demande du marché local, la production de farine a baissé de 12,8% à 60 560 tonnes. Il en est de même de la production des issues qui a chuté de 29% et de celle des œufs (-3,1%). Par conséquent, le chiffre d'affaires généré s'est replié de 7,4% pour s'établir à 30 milliards de FCFA.

De même, compte tenu de la morosité de l'activité, la société a réduit ses effectifs de 23,9%, soit 143 agents en 2017 contre 188 un an auparavant, pour une masse salariale de 2,5 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité meunière et avicole

	2017				Fin décembre		
	T1	T2	T3	T4	2016	2017	Var 17/16
Productions							
Farine (en tonnes)	13 885	15 299	15 781	15 595	69 465	60 560	-12,8%
Issues (en tonnes)	3 575	3 480	3 708	3 384	19 943	14 147	-29,1%
Aliments pour bétail (en tonnes)	7 145	7 336	7 590	7 050	29 127	29 121	0,0%
Œufs (en milliers d'unités)	10 675	10 045	11 142	11 877	45 159	43 739	-3,1%
Chiffre d'affaires (millions de FCFA)	7 163	7 326	7 765	7 746	32 390	30 000	-7,4%
Effectifs	188	144	143	143	188	143	-23,9%
Masse salariale	695	719	534	562	2 594	2 510	-3,2%

Source : Smag

II.6.2 Le sucre

La raffinerie de sucre a enregistré des contreperformances en 2017 sur les plans agronomique et industriel. En effet, suite aux conditions climatiques défavorables, la société a produit 24 376 tonnes de granulés de sucre de 50 kg, soit un léger recul de 1% par rapport aux réalisations de 2016.

Au cours de la période sous-revue, la transformation de sucre en morceaux et autres qualités est restée quais-stable (-0,2%) pour un volume de 19 534 tonnes, suite aux problèmes techniques

rencontrés (arrêt du condenseur pendant une semaine). De même, sur le plan commercial, la diminution des quantités vendues (-5,6% à 31 154 tonnes) du fait de la faiblesse de la demande domestique (industriels et ménages) a généré le repli de 5,5% du chiffre d'affaires à près de 19,2 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité sucrière

	2017				Fin décembre		
	T1	T2	T3	T4	2016	2017	Var 17/16
Production totale (en tonnes)	0	2 925	17 228	4 222	24 611	24 376	-1,0%
Importation (en tonnes)	1 150	3 204	1 144	2 548	9 522	8 046	-15,5%
Total du sucre transformé (en tonnes)	5 254	4 802	5 742	3 736	19 578	19 534	-0,2%
Sucre (en morceaux)	3 138	2 647	3 378	2 360	10 284	11 523	12,0%
Autres (doses+granulés+sachets 1 kg)	2 116	2 155	2 364	1 376	9 294	8 011	-13,8%
Ventes (en tonnes)	8 096	8 263	7 481	7 313	33 007	31 154	-5,6%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	4 982	5 082	4 620	4 500	20 291	19 185	-5,5%
Effectifs	357	292	288	272	311	272	-12,5%
Masse salariale	920	1 509	818	914	4 120	4 162	1,0%

Source : Sucaf

II.6.3 Les boissons gazeuses et alcoolisées

La branche des boissons gazeuses et alcoolisées a connu une baisse continue de son activité. En effet, la production totale a reculé de 6,3%, à près de 2,7 millions d'hectolitres en un an. Cette évolution, observée au niveau de toutes les productions, fait suite à la faiblesse de la demande du marché domestique. En conséquence, le chiffre d'affaires a régressé de 9,1% pour se situer à 152,5 milliards de FCFA en 2017.

Evolution de l'activité des boissons gazeuses et alcoolisées

	2017				Fin décembre		
	T1	T2	T3	T4	2016	2017	Var 17/16
Productions (en hectolitres)	***710 106***	***671 443***	***656 997***	***618 024***	***2 836 378***	***2 656 571***	-6,3%
Bières	403 167	399 785	422 025	381 382	1 654 120	1 606 359	-2,9%
Boissons gazeuses	282 937	252 325	209 503	216 258	1 082 567	961 024	-11,2%
Vins	11 893	10 029	11 714	11 078	47 046	44 713	-5,0%
Divers	12 109	9 304	13 755	9 306	52 645	44 474	-15,5%
Chiffre d'affaires (en millions FCFA)	39 215	38 527	37 858	36 872	167 804	152 473	-9,1%
Effectifs	1 035	1 045	1 035	1 020	1 019	1 020	0,1%
Masse salariale	3 340	3 467	3 253	3 793	13 725	13 851	0,9%

Sources : Sobraga, Sovingab

II.6.4 L'eau minérale

La production de l'eau minérale a enregistré une augmentation de 17,9% en 2017 pour un volume de 920 782 hectolitres. De même, le chiffre d'affaires s'est établi à près de 15 milliards de FCFA, soit une hausse de 1% portée par la gamme Akewa. Par ailleurs, les interruptions enregistrées dans le réseau de distribution d'eau de la SEEG ont eu pour effet de consolider la demande locale de l'eau minérale. Pour répondre à cette demande, les effectifs ont été renforcés en 2017 à 73 agents pour une masse salariale de 872,5 millions de FCFA, en hausse de 7,4%.

Evolution de l'activité de l'eau minérale

	2017				Fin décembre		
	T1	T2	T3	T4	2016	2017	Var 17/16
Production d'eau (en hectolitres)	272 964	265 719	180 843	201 256	781 267	920 782	17,9%
Chiffre d'affaires (en millions FCFA)	3 930	4 041	3 577	3 422	14 829	14 970	1,0%
Effectifs	69	73	73	73	70	73	4,3%
Masse salariale	208	230	194	240	813	873	7,4%

Sources : Soboleco, Sobraga

II.6.5 Les huiles et corps gras

Après la cession de toutes les plantations de SIAT à Olam Palm Gabon et la réhabilitation de l'outil de production en 2016, la filière des huiles et corps gras a enregistré une forte amélioration de son activité en 2017. En effet, les productions de l'huile de palme raffinée (oléine), de savon et de l'huile palmiste se sont établies respectivement à 10 225 tonnes, 4 386 tonnes et 1 718 tonnes, en très forte progression par rapport à la même période en 2016.

Sur le plan commercial, les ventes des produits se sont élevées à 13 190 tonnes en 2017, générant un chiffre d'affaires de 11,6 milliards de FCFA.

Au niveau de l'emploi, la restructuration des activités de l'huilerie après reprise des actifs de SIAT par Olam a occasionné une diminution des effectifs de 40,1% à 94 agents en 2017.

Evolution de l'activité des huiles et corps gras

	2017				Fin décembre		
	T1	T2	T3	T4	2016	2017	Var 17/16
Productions (en tonnes)							
Huile raffinée	1 568,0	2 448,0	2 439,0	3 769,8	4 355,1	10 224,8	134,8%
Huile palmiste	181,1	214,0	316,1	1 007,0	198,3	1 718,2	766,5%
Savons	830,2	877,2	978,7	1 700,0	1 582,7	4 386,1	177,1%
Ventes locales (en tonnes)	**2 175,6**	**3 149,8**	**2 924,3**	**4 940,0**	**2 011,7**	**13 189,7**	**555,7%**
Huile rouge (brute)	40,8	75,3	41,9	155,0	0,0	312,9	-
Oléine (huile raffinée)	1 441,2	2 265,9	2 078,6	3 595,0	1 603,7	9 380,8	484,9%
Savons	693,6	808,6	803,8	1 190,0	408,0	3 496,0	756,9%
Chiffre d'affaires (en millions FCFA)	1 825,7	2 670,5	2 494,5	4 608,8	5 332,9	11 599,4	117,5%
Effectifs	89	90	94	94	157	94	-40,1%

Sources : SIAT, Olam Palm Gabon

II.7 LES INDUSTRIES DU BOIS

Les industries de transformation du bois ont enregistré des résultats appréciables au terme de l'année 2017.En effet, sur le plan industriel, la production de bois ouvrés a augmenté de 10,1% pour atteindre 843 891 m^3, en raison d'un meilleur approvisionnement en grumes, du renforcement du tissu industriel et de la montée en puissance des usines nouvellement installées.

Sur le plan commercial, les ventes locales et les exportations ont respectivement progressé de 27,3% et 6% pour afficher 62 456 m^3 et 680 288 m^3 en raison de la hausse de la demande locale et internationale.

Evolution de l'activité de production des industries du bois

(en m^3)	2017				Fin décembre		
	T1	T2	T3	T4	2016	2017	Var 17/16
Production	219 546	215 233	210 292	198 820	766 732	843 891	10,1%
Ventes locales	16 683	11 091	16 361	18 320	49 081	62 456	27,3%
Exportations	168 287	172 885	174 157	164 959	642 060	680 288	6,0%

Sources: DICB, échantillon des industries du bois

II.7.1 Les unités de sciage

A fin décembre 2017, on note globalement une amélioration des performances de l'activité de sciage. En effet, sur le plan industriel, la production de bois sciés s'est accrue de 9,4% pour se situer à 505 962 m^3. Cette embellie résulte d'un meilleur approvisionnement des unités de transformation en grumes et du renforcement du tissu industriel.

De même, les exportations ont progressé de 11,9% pour atteindre 441 019 m^3, en raison de la demande soutenue du marché mondial des bois tropicaux. A contrario, les ventes locales ont chuté de 24,5% à 30 966 m^3, du fait de l'offre dynamique des opérateurs informels.

Evolution de l'activité de sciage

(en m3)	2017				Fin décembre		
	T1	T2	T3	T4	2016	2017	Var 17/16
Production	129 494	128 031	131 872	116 565	462 562	505 962	9,4%
Ventes locales	8 285	7 500	7 808	7 373	41 026	30 966	-24,5%
Exportations	109 622	107 540	116 966	106 891	394 293	441 019	11,9%

Sources : Hua Jia, Sitrab, Somivab, Ifeg, Sbg, Bso, Saef (ex-Safor I.), Tali B., Ceb, Cora Wood, Cbg, Bordamur, Ttib, Tbni, Geb, Cdg, Bordamur, Sun Harvest Ventures Corp., Remerink, Akachi Wood, Beg, Hua Sen Bois, Khll, Gwi, Bsg, Sbl, Mpb, Egg, Tbni, Ttib, Rougier, Rfm, Bsg, Rimbunan.

II.7.2 Les unités de déroulage

- ***Le placage***

Le segment placage a enregistré une amélioration de ses performances industrielles à fin décembre 2017. Ainsi, la production est passée de 252 140 m^3en 2016 à 286 697m^3, soit une hausse de 13,7%. Cette situation s'explique par une accélération du rythme d'approvisionnement des usines en grumes et la production additionnelle des usines nouvellement installées dans la ZERP de Nkok. Parallèlement, les ventes locales ont fortement progressé pour s'établir à 25 193 m^3 contre 2 383 m^3 en 2016, sous l'effet des fortes commandes du marché domestique, notamment des sociétés du cluster-menuiserie de Nkok.

A l'inverse, les exportations se sont repliées de 3,1% suite à la faiblesse de la demande du marché international de placage.

Evolution de l'activité de placage

(en m3)	2017				Fin décembre		
	T1	T2	T3	T4	2016	2017	Var 17/16
Production	76 695	71 181	67 201	71 620	252 140	286 697	13,7%
Ventes locales	6 781	1 937	7 072	9 404	2 383	25 193	957,0%
Exportations	48 884	53 282	48 041	49 014	205 513	199 221	-3,1%

Sources: Cora Wood, Rougier Gabon, Thébault-Transbois, Rimbunan, Tgi, Cema Gabon, PDG, Cpbg, Evergreen Gabon, Sbl, Seef, Sybg, Otim veener, Africa Views, Gabon Eco Wood, Gabon Veneer, Ignite Gabon, Ikoni, Solid Wood Gabon, Sun Veneer, Wood International, Greenply, Timberworkz, Crest Wood, Dragon Wood, Afeefa Overseas, Art Bois, Prime Wood.

- ***Le contreplaqué***

La branche de fabrication de contreplaqué a été marquée par un léger tassement de son activité en 2017. En effet, la production est passée de 52 030 m^3 à 51 232 m^3, soit un recul de 1,5%. Cette situation résulte des difficultés d'approvisionnement en grumes des principales unités de transformation de ce segment d'activité industrielle.

Sur le plan commercial, les exportations ont connu la même tendance baissière avec des réalisations de 40 047 m^3en 2017 contre 42 255 m^3l'année précédente, suite à la contraction des commandes du contreplaqué à l'international. A contrario, les ventes locales ont enregistré une hausse de 11,%, en liaison avec l'affermissement des consommations locales.

Evolution de l'activité de contreplaqué

(en m3)	2017				Fin décembre		
	T1	T2	T3	T4	2016	2017	Var 17/16
Production	13 356	16 020	11 220	10 636	52 030	51 232	-1,5%
Ventes locales	1 618	1 655	1 482	1 543	5 672	6 297	11,0%
Exportations	9 781	12 062	9 150	9 054	42 255	40 047	-5,2%

Sources: Cora Wood, Otim veener, Seef, Rougier Gabon

II.8 LES AUTRES INDUSTRIES DE TRANSFORMATION

II.8.1 La chimie

- ***Les peintures***

La branche de la fabrication de peintures a souffert de la faiblesse des commandes des clients industriels, en liaison avec la morosité de l'activité dans les secteurs BTP, pétroliers et parapétroliers. Ainsi, la production de peintures a régressé de 18,9% pour se situer à 3 666,7 tonnes. Corrélativement, le chiffre d'affaires a baissé de 16,2% à 7 milliards de FCFA.

En matière d'emploi, l'augmentation des effectifs de 12,2% à 83 agents permanents a induit une hausse de 27,4% de la masse salariale de la branche.

Evolution de l'activité des peintures

	2017				Fin décembre		
	T1	T2	T3	T4	2016	2017	Var 17/16
Production (en tonnes)	929,0	896,7	1 052,7	788,4	4 523,2	3 666,7	-18,9%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	1 828,2	1 656,7	1 988,6	1 560,6	8 391,2	7 034,1	-16,2%
Masse salariale (en millions de FCFA)	366,7	220,5	222,0	141,3	888,5	1131,6	27,4%
Effectifs (en nombre)	84	83	83	83	74	83	12,2%

Sources : GPL, Chimie Gabon

- ***Les lubrifiants et emballages***

L'activité de fabrication des lubrifiants a enregistré des contreperformances en 2017. En effet, la faiblesse des commandes du marché domestique et la concurrence des produits importés par les marqueteurs et vendeurs indépendants ont induit une baisse de la production de lubrifiants de 12,4% à 2 803 tonnes. A l'inverse, la production des emballages s'est considérablement améliorée au cours de la période sous-revue (+181,2% à 244 277 unités), du fait des commandes des emballages plastiques par le groupe Olam. Dans ce contexte, le chiffre d'affaires global a chuté de 17,5% pour s'établir à 3,6 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité des lubrifiants

	2017				Fin décembre		
	T1	T2	T3	T4	2016	2017	Var 17/16
Productions							
Lubrifiants (en tonnes)	619	526	1 013	645	3 201	2 803	-12,4%
Emballages (en unités)	63 522	36 567	69 064	75 124	86 861	244 277	181,2%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	812	704	1 264	829	4 375	3 608	-17,5%
Effectifs (nombre d'agents)	38	38	38	38	38	38	0,0%
Masse salariale (en millions de FCFA)	89	73	80	91	400	332	-17%

Source : PIZOLUB

- ***Les gaz industriels***

A fin décembre 2017, la branche des gaz industriels a consolidé les performances enregistrées en cours d'année. Ainsi, la production totale de gaz a progressé de 36,3% pour atteindre 702 100 tonnes, en raison de l'amélioration des process et la fermeté des consommations de l'oxygène et de l'azote liquide par les clients industriels. Cependant, la mévente de certains produits de la société a induit un repli de 2,2% du chiffre d'affaires qui s'est situé à 2,4 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité des gaz industriels

	2017				Fin décembre		
	T1	T2	T3	T4	2016	2017	Var 17/16
Productions (en m^3)	**231 614**	**161 088**	**215 629**	**93 769**	**515 014**	**702 100**	***36,3%***
Oxygène	103 788	53 531	60 241	58 817	185 881	276 377	48,7%
Azote gazeux	6 156	3 714	9 111	2 677	58 275	21 658	-62,8%
Azote liquide	113 263	96 673	139 565	26 711	248 056	376 212	51,7%
Acétylène	8 407	7 170	6 712	5 564	22 802	27 853	22,2%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	650	551	649	603	2 508	2 454	-2,2%
Masse salariale (en millions de FCFA)	138	141	140	136	686	556	-19,0%
Effectifs (nombre d'agents)	45	45	45	45	55	45	-18,2%

Source : Air Liquide Gabon (GABOA)

II.8.2 Les matériaux de construction

La branche des matériaux de construction s'est caractérisée par un tassement de la production de ciment en 2017. Celle-ci s'est établie à 341 351 tonnes contre 376 964 tonnes en 2016, soit un repli de 9,4%, attribuable à la concurrence exercée par les importateurs de ciment chinois. La forte reprise des activités de Cimgabon au troisième et quatrième trimestres, suite à la décision de suspendre les importations de ciment en vue d'accompagner l'industrie locale a permis d'atténuer cette baisse.

Sur le plan commercial, la contraction des quantités vendues de ciment s'est traduite par une diminution de 9,8% à 25,4 milliards de FCFA du chiffre d'affaires en 2017.

Evolution de l'activité des « matériaux de construction »

	2017				Fin décembre		
	T1	T2	T3	T4	2016	2017	Var 17/16
Productions de ciment (en tonnes)	71 932	59 635	118 471	91 313	376 964	341 351	-9,4%
Ventes de ciment (en tonnes)	73 214	59 406	119 409	87 990	367 847	340 019	-7,6%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	5 360	4 361	8 461	7 228	28 187	25 411	-9,8%
Masse salariale (en millions de FCFA)	521	465	451	520	2 557	1 958	-23,4%
Effectifs	141	140	151	150	156	150	-3,8%

Source : CIMAF

II.8.3 La seconde transformation des métaux

L'industrie de la seconde transformation des métaux a affiché des résultats en demie teinte en 2017. En effet, malgré la bonne tenue de la production des lingots d'aluminium et des batteries pour véhicules par les unités implantées à Nkok, la production consolidée a fléchi de 11,2% pour se situer à 17 591,5 tonnes. Cette situation est imputable à la concurrence des importations de tôles et de fer à béton qui a gêné la production locale de ces produits.

Cependant, la vigueur des exportations de lingots d'aluminium a induit une hausse de 10,3% du chiffre d'affaires à 73,1 milliards de FCFA

La seconde transformation des métaux

	Fin décembre		
	2016	2017	Var 17/16
Production (en tonnes)	**19 811,5**	**17 591,5**	**-11,2%**
Tôles	2 094,8	1 717,5	-18,0%
Fer à béton	14 103,7	11 674,0	-17,2%
Lingots	3 613,0	4 200,0	16,2%
Batteries (pièces)	300	935	211,7%
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	66 286,9	73 142,9	10,3%
Effectifs (en nombre d'agents)	364	394	8,2%

Source : Sotralga, Sogametal, Aciéries du Gabon, Chaudronnerie du Gabon, Métalco, Africa Alloys et Hai Seng

II.8.4 L'industrie minière

Au terme de l'année 2017, la transformation de manganèse au Complexe Métallurgique de Moanda (CMM) s'est caractérisée par une embellie de son activité soutenue par les conditions favorables du marché international de la sidérurgie et la montée en puissance des usines. Ainsi, la production totale a atteint 27 886 tonnes, progressant de 44,7% par rapport à 2016. Cette évolution a été portée par la production du Silico-manganèse qui a fait un bond de 52,6%, pendant que le manganèse métal augmentait de 22,9%.

Evolution de l'activité de transformation de manganèse (CMM)

	2017				Fin décembre		
	T1	T2	T3	T4	2016	2017	Var 17/16
Production (en tonnes)	**6 749**	**7 464**	**5 625**	**8 048**	**19 278**	**27 886**	**44,7%**
Silico Manganèse (SiMn)	5 139	6 486	3 916	6 035	14 143	21 576	52,6%
Manganèse Métal (Mn Métal)	1 610	978	1 709	2 013	5 135	6 310	22,9%

Source : Complexe Métallurgique de Moanda (CMM)

II.9 LE RAFFINAGE

Le volume de brut traité a fortement reculé suite à l'arrêt de fonctionnement de l'usine dans le cadre de l'entretien quinquennal de l'outil de production d'un mois. Ainsi, ce volume a régressé de 20,7% pour s'établir à 812 611 tonnes métriques contre 1 025 010 tonnes en 2016.

En vue de combler le gap créé sur la demande, la société a importé des produits pétroliers (gasoil, butane, essence et kérosène) pour un volume de 254 432 tonnes métriques contre 178 696 tonnes un an auparavant, soit une augmentation de 42,4%.

Sur le plan commercial, les ventes de tous les produits pétroliers raffinés sur les marchés domestiques et extérieurs ont fortement régressé en 2017, induisant une baisse du chiffre d'affaires de 15% à 220 milliards de FCFA. Toutefois, les exportations de kérosène ont permis au chiffre d'affaires à l'export de s'apprécier de 21,3% à 92,4 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité de raffinage

	2017				Fin décembre		
	T1	T2	T3	T4	2016	2017	Var 17/16
Total du brut traité	**246 184**	**277 147**	**216 814**	**72 465**	**1 025 010**	**812 611**	**-20,7%**
Compte propre (tonnes métriques)	246 184	277 147	216 814	72 465	1 025 010	812 611	-20,7%
Importations des produits (TM)	**47 111**	**14 733**	**79 896**	**112 692**	**178 696**	**254 432**	**42,4%**
Ventes des produits pétroliers					0	0	
Butane (TM)	11 833	9 840	4 775	143	41 013	26 591	-35,2%
Super (m^3)	6 359	24 461	11 307	32	98 912	42 160	-57,4%
Pétrole lampant (m^3)	3 825	7 105	9 026	2 242	30 407	22 198	-27,0%
Turbine fuel 1 (m^3)	4 258	4 885	7 148	719	61 575	17 009	-72,4%
Gas-oil Moteur (m^3)	120 790	108 656	80 193	13 542	475 407	323 180	-32,0%
Kérosène export (TM)	4 461	5 512	5 425	7 237	0	22 635	-
Résidu atmosphérique export (TM)	124 465	182 751	119 989	32 265	570 687	459 470	-19,5%
Chiffre d'affaires (millions FCFA)	**72 903**	**80 881**	**52 501**	**13 737**	**258 776**	**220 022**	**-15,0%**
Chiffre d'affaires intérieur	46 362	45 952	30 065	5 218	182 570	127 597	-30,1%
Chiffre d'affaires export	26 542	34 929	22 436	8 519	76 206	92 425	21,3%

Source : Sogara

II.10 LA PRODUCTION ET LA DISTRIBUTION D'EAU ET D'ELECTRICITE

II.10.1 L'électricité

La branche électricité a enregistré une quasi stabilité de sa production nette (0,8%) qui s'est située à 2 327,5 GWh en 2017 grâce au raffermissement des achats d'électricité à Telemenia (+42,6%) et ce, malgré le recul de 6% de la production de la SEEG.

Parallèlement, les volumes facturés hors cession ont baissé de 5,8%, en liaison avec la contraction des consommations des ménages et des industries, conjuguées aux difficultés de facturation des consommations. Cela a induit un repli de 4,4% à 164,6 milliards de FCFA du chiffre d'affaires hors cession.

Evolution de l'activité de la branche électricité

	2017				Fin décembre		
	T1	T2	T3	T4	2016	2017	Var 17/16
Production nette (en GWh)	**611,1**	**613,3**	**532,2**	**570,9**	**2 309,6**	**2 327,5**	**0,8%**
Production nette SEEG	495,4	494,7	422,4	457,4	1 988,6	1 869,9	-6,0%
Achats d'électricité à Telemenia	115,7	118,6	109,8	113,5	321,0	457,6	42,6%
Volumes total facturés hors cession (en GWh)	**441,7**	**452,8**	**385,0**	**423,3**	**1 806,7**	**1 702,8**	**-5,8%**
Volumes facturés MT hors cession	157,8	163,9	136,7	152,6	613,4	611,0	-0,4%
Volumes facturés BT hors cession	283,9	288,9	248,3	270,7	1 193,3	1 091,8	-8,5%
CA Total hors cession (en millions de FCFA)	**41 572**	**43 457**	**37 924**	**41 695**	**172 144**	**164 648**	**-4,4%**
CA MT hors cession	12 515	13 056	11 269	12 459	49 092	49 299	0,4%
CA BT hors cession	29 057	30 401	26 655	29 236	123 052	115 349	-6,3%

Sources : Seeg, Société de Patrimoine

II.10.2 L'eau

La production de l'eau potable à fin décembre 2017 a enregistré une légère hausse de 0,5% à 116,78 millions de m^3 contre 116,24 millions de m^3 en 2016. A l'inverse, les volumes facturés hors cession ont diminué de 9,6%, consécutivement aux nombreux problèmes de fuites d'eau, de fraudes et de facturation. En conséquence, le chiffre d'affaires a régressé de 11,8% à près de 23,5 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité de la branche eau

(en milliers de m^3)	2017				Fin décembre		
	T1	T2	T3	T4	2016	2017	Var 17/16
Production nette	29 690	30 060	28 330	28 700	116 240	116 780	0,5%
Ventes hors cession	16 350	16 880	14 240	14 920	69 040	62 390	-9,6%
CA hors cession (en millions de FCFA)	5 288	6 665	5 517	6 027	26 639	23 497	-11,8%

Source: SEEG

II.11 LE BATIMENT ET LES TRAVAUX PUBLICS

La morosité de l'activité du secteur BTP observée depuis le début de l'année 2017 s'est poursuivie durant le quatrième trimestre avec une chute de 26,3% de la production totale vendue à 175,2 milliards de FCFA. Cette baisse a été accentuée dans le segment bâtiment et génie-civil du fait, entre autres, de l'arrêt de la plupart des chantiers de construction et de la réduction des commandes publiques liée à la crise économique.

Dans ces conditions, on a enregistré la fermeture de certaines entreprises, la mise en chômage technique et le licenciement du personnel, entrainant une réduction des effectifs du secteur de 23,4% à 2 301 agents en 2017 contre 3005 en 2016. En recul de 3,6%, la masse salariale a suivi la même tendance pour se chiffrer à 25,5 milliards de FCFA.

Evolution des activités du secteur BTP

	2017				Fin décembre		
	T1	T2	T3	T4	2016	2017	Var 17/16
Production (en millions de FCFA), dont :	52 997	39 715	44 018	38 442	237 680	175 172	-26,3%
Bâtiment et Génie civil	49 926	32 123	41 314	32 690	217 019	156 053	-28,1%
Lignes d'eau, d'électricité, de téléphone	3 071	7 592	2 704	5 752	20 660	19 119	-7,5%
Effectifs (nombre d'agents)	2 783	2 718	2 541	2 301	3 005	2 301	-23,4%
Masse salariale (en millions de FCFA)	6 472	9 302	4 955	4 732	26 421	25 461	-3,6%

Sources: Socoba EDTPL, Colas Gabon, Acciona, CRBC, Seteg, Ete, Bouygues, Sogacer, HTPG, Nuez et fils, Conduril, LBTPG, CSCEC, Soco TP, CGPR.

II.12 LE TRANSPORT ET LES AUXILIAIRES DE TRANSPORT

II.12.1 Le transport aérien

Le transport aérien a terminé l'année 2017 en net recul par rapport à la même période en 2016. En effet, les mouvements commerciaux des avions ont fléchi de 8,2% à 20 836 rotations. Ce retrait est imputable au réseau domestique qui a souffert de l'arrêt d'Afric Aviation, alors que le trafic international a pâti des difficultés d'exploitation de South Africa qui n'a effectué que la moitié de ses mouvements de 2016.

Cette tendance baissière a également été observée au niveau du nombre de passagers qui a reculé de 9,6% à 968 881 personnes transportées, aussi bien sur le réseau national, international qu'en transit.

Evolution de l'activité du transport aérien

	2017				Fin décembre		
	T1	T2	T3	T4	2016	2017	Var 17/16
Mouvements Avions Commerciaux	**5 688**	**4 868**	**4 496**	**4 385**	**22 705**	**20 836**	**-8,2%**
- Réseau domestique	2 680	2 042	1 885	1 821	11 358	9 767	-14,0%
- Réseau international	3 008	2 826	2 611	2 564	11 377	11 069	-2,7%
Passagers	**208 075**	**190 015**	**225 074**	**192 859**	**1 071 207**	**968 881**	**-9,6%**
- Réseau domestique	55 345	48 191	43 608	45 077	267 111	228 735	-14,4%
- Réseau international	118 517	113 641	149 635	118 563	672 410	614 108	-8,7%
- Transit	34 213	28 183	31 831	29 219	131 686	126 038	-4,3%
Volume du fret (en tonnes)	**3 102**	**3 105**	**2 772**	**3 253**	**15 210**	**13 669**	**-10,1%**
- Réseau domestique	179	132	127	141	1 092	793	-27,4%
- Réseau international	2 923	2 974	2 645	3 112	14 118	12 876	-8,8%

Source: ADL

Au niveau du fret, le repli de 10,1% du tonnage transporté s'explique par la faiblesse de la demande nationale à l'origine d'une faiblesse de l'activité chez les différents opérateurs, surtout sur le troisième trimestre.

II.12.2 Le transport ferroviaire

L'activité ferroviaire a enregistré de bonnes performances en 2017 au regard de l'évolution ascendante des principaux indicateurs. En effet, le volume global de marchandises acheminées par rails a augmenté de 38,7%, soit 5,8 millions de tonnes contre 4,2 millions en 2016. Cette évolution est attribuable à la bonne tenue des produits transportés, en liaison avec la hausse d'activité enregistrée dans les mines et le bois.

Parallèlement, le nombre de passagers transportés a progressé de 15,6% pour s'établir à 321 705 voyageurs en 2017 contre 278 316 en 2016. Ces performances sont consécutives à une meilleure régularité des trains voyageurs. En conséquence, le chiffre d'affaires s'est apprécié de 20,9%, à 66,9 milliards de FCFA.

Evolution de l'activité du transport ferroviaire

	2017				Fin décembre		
	T1	T2	T3	T4	2016	2017	Var 17/16
Nombre de passagers	57 248	72 087	111 932	80 438	278 316	321 705	15,6%
Volume global des marchandises (en T)	**1 383 055**	**1 496 520**	**1 602 552**	**1 356 730**	**4 211 088**	**5 838 857**	**38,7%**
Grumes	81 928	97 234	119 587	106 229	376 927	404 978	7,4%
Bois débités	16 962	15 101	9 949	10 576	38 161	52 588	37,8%
Manganèse	1 195 327	1 289 364	1 352 081	1 163 716	3 400 741	5 000 488	47,0%
Produits C2M	8 069	12 230	9 624	10 751	28 737	40 674	41,5%
Produits pétroliers	13 937	16 041	19 093	14 852	50 661	63 923	26,2%
Autres marchandises	66 832	66 550	92 218	50 606	315 861	276 206	-12,6%
Chiffre d'affaires (milliards de FCFA)	**14 771**	**16 674**	**18 766**	**16 677**	55 306,2	66 887,8	20,9%

Source: SETRAG

II.12.3 Le transport maritime

L'activité portuaire dans la zone d'Owendo a enregistré de bons résultats. On note en effet une augmentation des mouvements des bateaux (+14,2%) et un volume global de marchandises manipulées en progression de 28,4%. Cette performance a été atteinte grâce à la mise en exploitation des deux nouveaux ports construits par le groupe Olam, en l'occurrence le port minéralier et le port commercial.

Evolution de l'activité de transport maritime

	Fin décembre		
	2016	2017	Var 17/16
Mouvements des bateaux	**515**	**588**	**14,2%**
Volume total marchandises (en tonnes)	**5 975 771**	**7 675 129**	**28,4%**
Manganèse	3 417 111	5 244 110	53,5%
Autres marchandises	2 558 660	2 431 019	-5,0%

Source : GPM, GSEZ CARGE PORT, GSEZ MT PORT, Comilog, estimations DGE

II.13 LES TELECOMMUNICATIONS

Le secteur des télécommunications a été marqué globalement par des performances mitigées en 2017. En effet, le nombre d'abonnés au mobile a reculé de 0,7% pour se situer à environ 2,7 millions. Cependant, le téléphone filaire a consolidé les performances enregistrées en début d'année avec 21 235 abonnés, en progression de 12,6% par rapport à 2016. Parallèlement, les abonnés à internet GSM ont augmenté de 24,6% sur la période sous-revue pour atteindre 1,8 millions de personnes.

Dans un contexte de concurrence et de baisse des tarifs liée au déploiement de la fibre optique, le chiffre d'affaires des opérateurs s'est contracté de 6,7% pour s'établir à 204,5 milliards de FCFA. On note néanmoins une hausse de la part du chiffre d'affaires liée aux ventes d'internet.

Evolution de l'activité des télécommunications

(en milliers)	2017				Fin décembre		
	T1	T2	T3	T4	2016	2017	Var 17/16
Chiffres d'affaires (en milliards de FCFA)	51,3	51,5	52,6	49,1	219,2	204,5	-6,7%
Nombre d'abonnés au mobile	2 711,3	2 787,5	2 773,2	2 695,5	2 684,5	2 663,3	-0,8%
Nombre d'abonnés au téléphone fixe	19,3	19,6	20,6	21,0	18,9	21,2	12,6%
Nombre d'abonnés total au Téléphone	**2 730,6**	**2 807,1**	**2 793,8**	**2 716,6**	**2 703,4**	**2 684,5**	**-0,7%**
Nombre d'abonnés à l'Internet GSM	1 666,3	1 740,4	1 780,9	1 412,8	1 413,8	1 761,4	24,6%
Nombre d'abonnés à l'Internet haut débit	13,9	14,1	15,2	15,6	13,1	16,2	23,4%

Sources : Gabon-Télécom-Moov, AIRTEL Gabon et Azur Gabon

II.14 LE COMMERCE

II.14.1 Le commerce général structuré

Le commerce général structuré a enregistré une baisse de 10,2% de son chiffre d'affaires qui s'est élevé à 357,63 milliards de FCFA. Ce niveau d'activité résulte de la morosité économique nationale qui a affecté la demande domestique.

Evolution du commerce général structuré

	2017				Fin décembre		
	T1	T2	T3	T4	2016	2017	Var 17/16
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	88,0	88,6	81,5	99,6	398,1	357,6	-10,2%

Sources : Ceca-Gadis, Gabon Meca, Nestlé Gabon, Bernabé Gabon, Bati-Plus, Centre Affaire, Mbolo, San, Sipagel

II.14.2 Le commerce des véhicules neufs

- ***Véhicules utilitaires***

Le commerce des véhicules utilitaires neufs a enregistré en 2017 une nouvelle contraction des quantités vendues, en raison de la faiblesse des commandes des ménages, des entreprises et de l'Etat. Ainsi, le nombre de véhicules vendus a chuté de 31,5% à 2 254 unités contre 3 292unités en 2016.

Evolution du commerce des véhicules utilitaires neufs

	2017				Fin décembre		
	T1	T2	T3	T4	2016	2017	Var 17/16
Nombre de véhicules vendus	528	580	543	603	3 292	2 254	-31,5%

Source : URAI (Union des représentants des automobiles industriels)

- ***Véhicules industriels***

Le chiffre d'affaires du commerce des véhicules industriels a progressé de 12,9%, passant ainsi de 23 milliards de francs CFA en 2016 à 26 milliards de FCFA en 2017. Cet affermissement est dû aux commandes du secteur minier et au redéploiement stratégique adopté par l'entreprise en vue de fidéliser ses clients.

Evolution du commerce des véhicules industriels

	2017				Fin décembre		
	T1	T2	T3	T4	2016	2017	Var 17/16
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	4,5	10,4	20,5	5,6	23,1	26,1	12,9%

Source : Tractafric Equipement

II.14.3 Le commerce des produits pétroliers

Les ventes des produits pétroliers ont baissé de 2% en 2017, pour un volume de 630 734 tonnes métriques contre 643 663 tonnes en 2016. Ce retrait provient de la faible consommation du gasoil et surtout du Kérosène en raison de la morosité de l'économie.

Evolution du commerce des produits pétroliers

	2017				Fin décembre		
	T1	T2	T3	T4	2016	2017	Var 17/16
Volumes vendus (en tonnes métriques)	156 559	156 975	161 047	156 153	643 663	630 734	-2,0%
dont Gasoil	108 338	110 903	112 855	108 054	444 326	440 150	*-0,9%*
Supercarburant	20 294	20 447	20 068	20 596	80 719	81 405	*0,8%*
Kérosène	9 173	7 066	7 953	8 594	43 157	32 786	*-24,0%*

Source : GPP (Groupement Professionnel Pétrolier)

II.14.4 Le commerce des produits pharmaceutiques

Le commerce des produits pharmaceutiques a généré un chiffre d'affaires de 60,4 milliards de FCFA en 2017 contre 59,6 milliards l'année précédente, soit une hausse de 1,3%, résultant, entre autres, de l'élargissement de la couverture santé par la CNAMGS. Au quatrième trimestre, on a noté une hausse des ventes par rapport au troisième trimestre.

Evolution du commerce des produits pharmaceutiques

	2017				Fin décembre		
	T1	T2	T3	T4	2016	2017	Var 17/16
Chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)	16,1	14,3	13,9	16,0	59,6	60,4	1,3%

Sources : Ubipharma-Gabon, Pharmagabon

II.15 LES AUTRES SERVICES

II.15.1 Les services rendus aux entreprises

L'activité de la branche des services rendus aux entreprises s'est contractée de 12,2%, pour un chiffre d'affaires de 20,9 milliards de FCFA contre 23,8 milliards de FCFA en 2016. Cette situation est liée, entre autres, à la perte et à la non-reconduction de certains contrats, en relation avec l'accumulation d'arriérés sur la dette intérieure.

Evolution de l'activité des services rendus aux entreprises

	2017				Fin décembre		
	T1	T2	T3	T4	2016	2017	Var 17/16
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	5 890	6 024	4 036	4 989	23 852	20 940	-12,2%
Masse salariale (en millions de FCFA)	2 021	1 902	1 960	1 595	6 871	7 479	8,8%
Effectifs (nombre d'agents permanents)	343	339	307	287	300	287	-4,3%

Source: Deloitte Touche Tohmatsu, Deloitte juridique et fiscal, FEAG, PWC, PWC Tax & Legal, CIS, CFAO Technologies.

II.15.2 Les services rendus aux particuliers

Le chiffre d'affaires de la branche des services rendus aux particuliers a régressé de 7,5% en 2017, en raison de l'atonie de l'activité économique dans certains secteurs et de la cessation au mois d'octobre de la deuxième activité (Bet 241) de la société PMUG pour des raisons de faible rentabilité.

Evolution de l'activité des services rendus aux particuliers

	Fin décembre		
	2016	2017	Var 17/16
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	50 437	46 669	-7,5%

Sources : Polyclinique El rapha, Médical Optique, Gesparc, Franstel, Evenements, Cabinet de groupe des Medecins, Gabosep, Casepga, Saaf la colombe, Labo color, Pmug, Sgjl, Sgcl.

II.15.3 Les services immobiliers

A fin 2017, la branche des services immobiliers a enregistré une embellie de son activité. En effet, le chiffre d'affaires a augmenté de 4,9% pour s'établir à 2,8 milliards de FCFA. Cette performance résulte des effets liés à l'apurement des arriérés de location, à la fidélisation de la clientèle et au développement de nouveaux produits.

Evolution de l'activité des services immobiliers

	2017				Fin décembre		
	T1	T2	T3	T4	2016	2017	Var 17/16
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	645	632	788	752	2 686	2 817	4,9%
Masse salariale (en millions de FCFA)	349	349	364	344	1 317	1 406	6,8%
Effectifs (nombre d'agents permanents)	140	138	136	137	140	137	-2,1%

Source: Agences N°1, AIL, Alliance, SNI, SCI Equateur III, BICP

II.15.4 Les services de réparation mécanique

La branche des services de réparation mécanique a connu une légère contraction de son activité. Ainsi, le chiffre d'affaires qui était de 18,5 milliards en 2016 est passé à 18,1 milliards en 2017, soit un recul de 1,8%. Celui-ci est lié à la conjoncture défavorable qui a entrainé la réduction du nombre de clients et des commandes en pièces détachées.

Evolution de l'activité des services de mécanique générale

	Fin décembre		
	2016	2017	Var 17/16
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	18 505	18 177	-1,8%

Sources : PEA, BIG, GSA, ECIG, DIESELEC

II.16 L'HOTELLERIE ET LA RESTAURATION

L'activité du secteur de l'hôtellerie et Restauration a enregistré une embellie à fin décembre 2017 par rapport à l'année précédente. En effet, l'organisation d'évènements tels que la course cycliste Amissa Bongo, la CAN senior et junior, les visites régulières d'hôtes de marques sont autant de facteurs ayant influencé l'exercice 2017. Ainsi, le nombre des clients ayant séjourné dans les hôtels de dimension internationale a progressé de 14,5%. Cependant, compte tenu du renforcement des capacités d'accueil lié à la livraison de certains chantiers de construction et de réhabilitation des structures hôtelières, le taux d'occupation des chambres a perdu 0,86 points pour se situer à 40,39%.

Dans ce contexte, le chiffre d'affaires s'est amélioré en 2017, conforté par le relèvement des tarifs, le développement de l'évènementiel et l'apport de la restauration collective. Celui-ci est passé à 25,4 milliards de FCFA en 2017, soit une hausse de 25,3 %.

Evolution de l'activité hôtelière

	Fin décembre		
	2016	2017	Var 17/16
Chiffre d'affaires (en millions de FCFA)	20 310	25 449	25,3%
Chambres occupées (en nombre)	135 801	155 503	14,5%
Taux d'occupation (en %)	41,25%	40,39%	-0,86
Prix Moyen/chambre (FCFA)	105 863	106 772	0,9%

Sources : Nomad, Radisson blu & Park inn, Rê-ndama, Onomo, Boulevard, Résidence du phare, Servair

II 17. LA SITUATION DU SYSTEME BANCAIRE

II.17-1 L'Analyse bilancielle

Au 31 décembre 2017, le total agrégé des bilans des banques a régressé de 8,9% à 2 196,2 milliards de FCFA contre 2 409,7 milliards un an plus tôt. Cette évolution est essentiellement liée au repli des dépôts de la clientèle qui ont baissé de 10,4%, à 1 857,9 milliards de FCFA à la fin 2017. Le taux de couverture des crédits par les dépôts s'est amélioré pour passer de 122,9% au 31 décembre 2016 à 124% un an plus tard.

Evolution de la situation bilancielle (en milliards de FCFA)

Crédits distribués	2015	2016	/2017	Var 2017/2016
DEPOTS DE LA CLIENTELE	2 103,6	2 073,8	1 857,9	-10,4%
Crédits bruts	1 681,4	1 792,6	1 633,2	-8,9%
Créances en souffrance	161,2	174	208,5	19,8%
Provision pour dépréciation des comptes de la clientèle	76,3	104,6	135,3	29,3%
CREDITS NETS	1 605,1	1 688	1 497,9	-11,3%
CAPITAUX PERMANENTS	278	325,8	285,4	-12,4%
VALEURS IMMOBILISEES	190,2	208,3	180	-13,6%
AUTRES POSTES NETS	46,9	10,2	52,9	-
EXCEDENT / DEFICIT DE TRESORERIE	673,2	513,4	518,3	1,0%
TOTAL DU BILAN	**2 428,5**	**2 409,7**	**2 196,2**	**-8,9%**

Sources : Banques / DGEPF

II.17.2 Les opérations avec la clientèle

II.17.2.1 Les ressources collectées

Les ressources collectées par le secteur bancaire gabonais se sont contractées de 10,4% à 1 857,9 milliards de FCFA au 31 décembre 2017. Par types, les ressources à vue ont enregistré un fléchissement de 12,5% à 1 108,3 milliards de FCFA, suite à la baisse concomitante des dépôts publics (-41%) et des dépôts privés (-2,2%). Les ressources à vue représentent 59,7% du total des dépôts contre 61,1% à la même période l'année précédente.

Les ressources à terme, essentiellement constituées des comptes à terme et des comptes de dépôts à régime spécial (bons de caisse) se sont établies à 659,7 milliards de FCFA en décembre 2017 contre 736,8 milliards en décembre 2016, soit une régression de 10,5%. Ces ressources représentent 35,5% du total des dépôts collectés.

Evolution des ressources par type de compte (en milliards de FCFA)

Types de comptes	2015	2016	/2017	Var 2017/2016
Comptes à vue	1 272,5	1 266,8	1 108,3	-12,5%
Comptes à terme	726,4	716,6	640,9	-10,6%
Comptes de dépôts à régime spécial	19,6	20,2	18,8	-6,9%
Autres comptes	77,7	60,3	78,2	29,7%
Dettes rattachées	7,3	9,9	11,7	18,2%
TOTAL DES DEPOTS	**2 103,5**	**2 073,8**	**1 857,9**	-10,4%

Sources : Banques / DGEPF

Les dépôts publics ont baissé de 41% à 177,4 milliards de FCFA à fin décembre 2017. Ils ont représenté 9,5% du total des dépôts collectés contre 14,5% à fin décembre 2016. Par ailleurs, les

dépôts du secteur privé non financier se sont amenuisés de 2,2% à 1 547 milliards de FCFA au cours de la période sous revue.

Evolution des dépôts par type de déposants (en milliards de FCFA)

Dépôts de la clientèle	2015	2016	/2017	Var 2017/2016
Dépôts publics	264,4	300,5	177,4	-41,0%
Dépôts des entreprises publiques	69,1	51,2	22,5	-56,1%
Dépôts privés	1 634,6	1 581	1 547	-2,2%
Dépôts des non-résidents	50,4	70,8	21,0	-70,3%
Dépôts non ventilés	85	70,2	90,0	28,1%
TOTAL DES DEPOTS	**2 103,5**	**2 073,7**	**1 857,9**	-10,4%

Sources : Banques / DGEPF

II.17.2.2 Les crédits distribués

Les crédits bruts distribués se sont repliés de 8,9% à 1 633,2 milliards de FCFA contre 1 792,6 milliards un an auparavant. En glissement annuel, les crédits octroyés au secteur privé ont diminué de 3,1% à 1051,6 milliards de FCFA en décembre 2017. Ils représentent 64,4% du total des crédits contre 60,6% en décembre 2016.

Les crédits octroyés aux administrations publiques ont reculé de 20,1% à 461,5 milliards de FCFA à la fin 2017. Ceux-ci représentent28,3% de l'ensemble des crédits bruts distribués. Enfin les crédits consentis aux entreprises publiques, en régression de 32,9% se sont élevés à 28,2 milliards de FCFA contre 42 milliards un an auparavant.

Evolution des crédits bruts par type de bénéficiaires (en milliards de FCFA)

Crédits distribués	2015	2016	/2017	Var 2017/2016
Crédits à l'Etat	367,8	577,5	461,5	-20,1%
Crédits aux entreprises publiques	45,2	42	28,2	-32,9%
Crédits au secteur privé	1 195,7	1 085,6	1 051,6	-3,1%
Crédits aux non-résidents	55,1	63,6	58,9	-7,4%
Encours financier des opérations de crédit-bail	0	3,9	11	-
Autres créances	17,1	20	22	10,0%
TOTAL CREDITS BRUTS	**1 680,9**	**1 792,6**	**1 633,2**	**-8,9%**

Sources : Banques / DGEPF

II.18 LES ACTIVITES DE MICROFINANCE AU 31 DECEMBRE 2017

L'activité d'intermédiation des établissements de microfinance (EMF) a enregistré des résultats mitigés au cours de l'année 2017. Toutefois, les données ci-dessous analysées n'intègrent pas Alpha-Fiances structure nouvellement installée ainsi que CFEC et CECAG, en pleine restructuration.

II.18.1 La configuration du secteur

En 2017, suite au retrait d'agrément des EMF Gamifi et Excillis-Finance, l'offre de services financiers de proximité est assurée par 14 EMF (comme en décembre 2016) dont cinq (5) coopératives d'épargne et de crédit et neuf (9) sociétés anonymes.

Structure du secteur

Indicateurs	2016	2017	Variation en %
Nombre d'EMF	14	14	0
Nombre d'agences	63	68	7,9

Sources : EMF/DGEPF

Cette répartition consacre toujours, le contrôle du secteur par les sociétés anonymes, qui collectent L'essentiel de l'épargne et accorde la majorité des crédits aux usagers.

II.18.2 La couverture géographique et la clientèle des EMF

Le nombre d'agences et points de vente est passé de 63 à 68, soit 5 agences nouvellement créées. Cette évolution traduit la volonté des opérateurs de se rapprocher des populations cibles. Toutefois, les activités sont majoritairement concentrées à Libreville avec 47 agences.

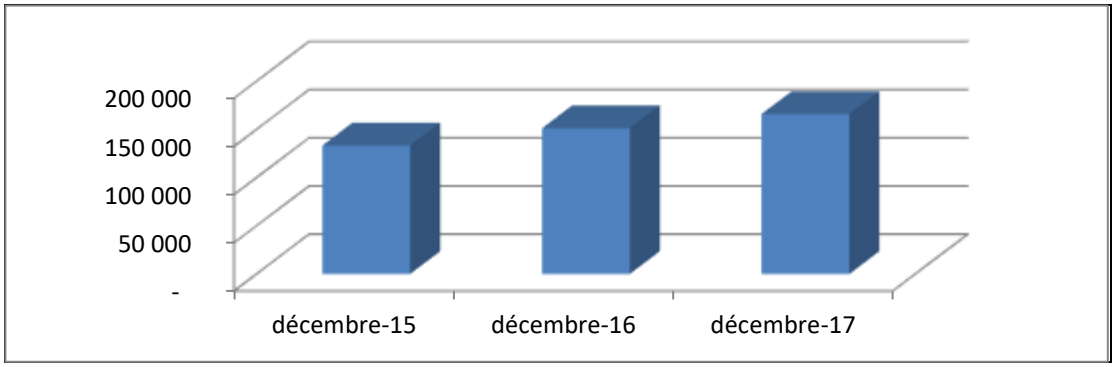
Evolution des usagers et des effectifs

	Déc. 2016	Déc. 2017	Variation en %
Usagers	151 151	165 778	9,67
Effectifs	549	597	8,74

Source : EMF/DGEPF

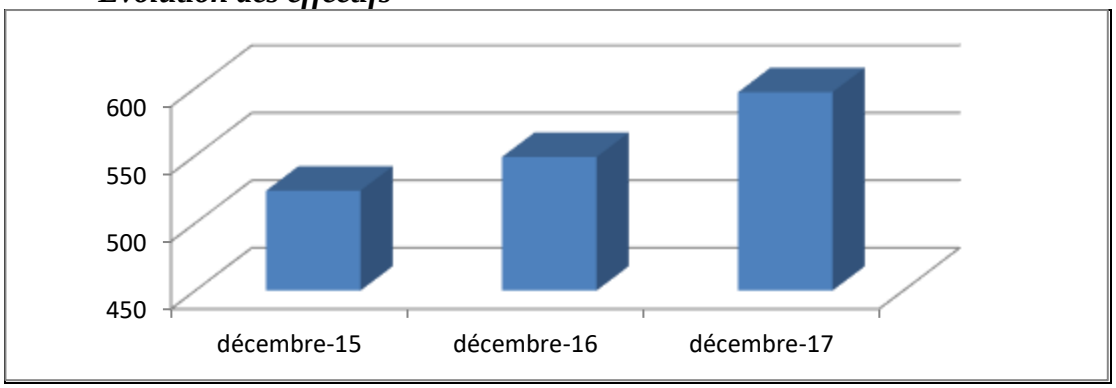
Bien que le nombre d'EMF agréés soit resté stable, le nombre de clients ayant eu recours aux services des EMF a augmenté de 9,67% durant la période, passant de 161 658 clients en décembre 2016 à 165 778 en décembre 2017. Cette clientèle est contrée à 88% sur les quatre principaux établissements : FINAM, LOXIA, EDG et Express-Union.

Evolution de la clientèle



De 568 agents en 2016 l'effectif du secteur a augmenté de 8,74% pour atteindre 597 salariés en décembre 2017.

Evolution des effectifs



II.18.3 Capitaux propres et intermédiation financière

Evolution des ressources et des emplois en milliards de fcfa

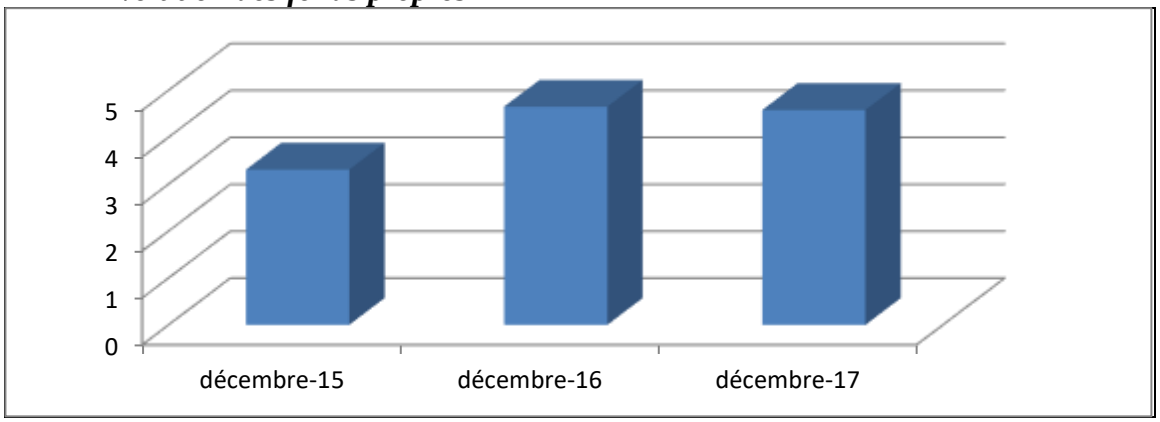
	2016	2017	Variation en %
Fonds propres	4,65	4,58	-1,5
Encours de dépôts	36,30	34,67	-4,49
Encours de crédits	29,80	30,44	2,14

Source : EMF/DGEPF

- ***Les fonds propres***

Les fonds propres des EMF établis à 4,58 milliards à fin décembre 2017 ont diminué de 1,5%, suite à la dégradation de la situation financière de certains EMF de deuxième catégorie.

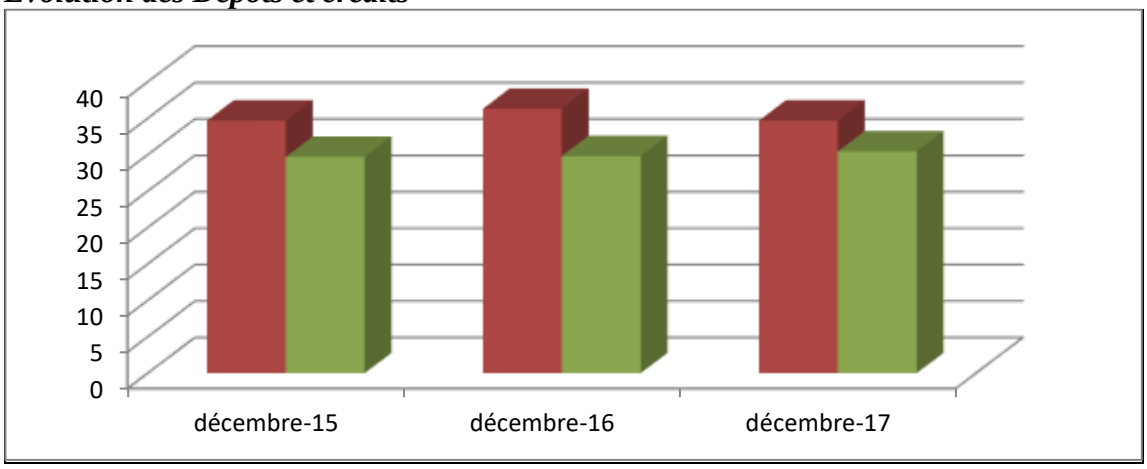
Evolution des fonds propres



- ***Les activités d'intermédiation financière***

L'encours des dépôts s'est élevé à 30,44 milliards de francs CFA, en régression de 4,49% par rapport à décembre 2016. Ce repli est consécutif aux retraits en masse effectués par la clientèle, du fait de la crise de confiance née dans certains EMF.

Evolution des Dépôts et crédits



En revanche, les crédits distribués se sont appréciés de 2,14%, suite aux nouveaux engagements contractés par les ménages.

La structure des taux d'intérêts est restée identique par rapport à ce qu'elle était en septembre 2016 et cela malgré une concurrence vive. Ils oscillent entre 1,5% et 7% par mois pour les intérêts débiteurs (14% l'an pour les fonctionnaires) et entre 4 et 7% par an pour les intérêts créditeurs.

II.19 LE SECTEUR ASSURANCE

L'activité du secteur des assurances s'est globalement repliée, pâtissant ainsi des effets négatifs engendrés par la crise économique. Cette situation s'est traduite par la baisse globale du volume des primes, suite aux tensions de trésorerie des clients qui ont modifié ou résilié leurs contrats d'assurance. Par conséquent, le chiffre d'affaires consolidé, s'est contracté de 11,9% à 93,38 milliards de FCFA en 2017 contre 106 milliards en 2016, malgré le raffermissement de la collecte en assurance Vie.

Evolution du chiffre d'affaires du secteur Assurance en décembre 2016 et 2017

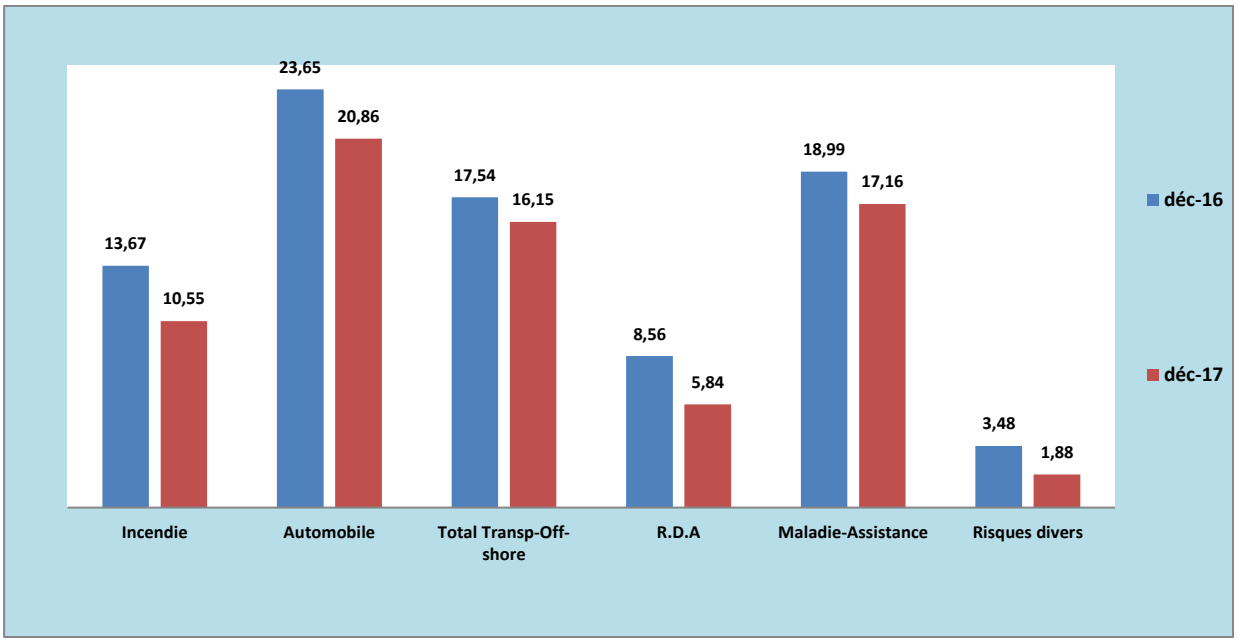
(en milliards de FCFA)	2016	2017*	Variation 2017/2016	Répartition du C.A par Branche en 2017
Non Vie	86,39	73,08	-15,41%	78%
Vie	19,61	20,30	3,52%	22%
Total	**106,00**	**93,38**	**-11,91%**	**100%**

Source : Groupes OGAR et NSIA, ASSINCO, SAHAM, ASSURANCES DU GABON, AXA, SUNU ASSURANCES
2017* = Estimations

II.19.1 La Branche Non Vie

La branche Non Vie représente 78% du total des cotisations du secteur. Son chiffre d'affaires a reculé de 15,4% à 73,08 milliards de FCFA en 2017 contre 86,39 milliards en 2016. Ce repli touche principalement les produits d'assurance « Automobile » (-11,80% à 20,86 milliards), « Maladie-Assistance » (-9,64% à 17,16 milliards), « Total Transports » (-7,92% à 16,15 milliards) « Incendie » (-22,82% à 10,55 milliards) sur la période étudiée.

Evolution du chiffre d'affaires du secteur par produit (en milliards de FCFA)

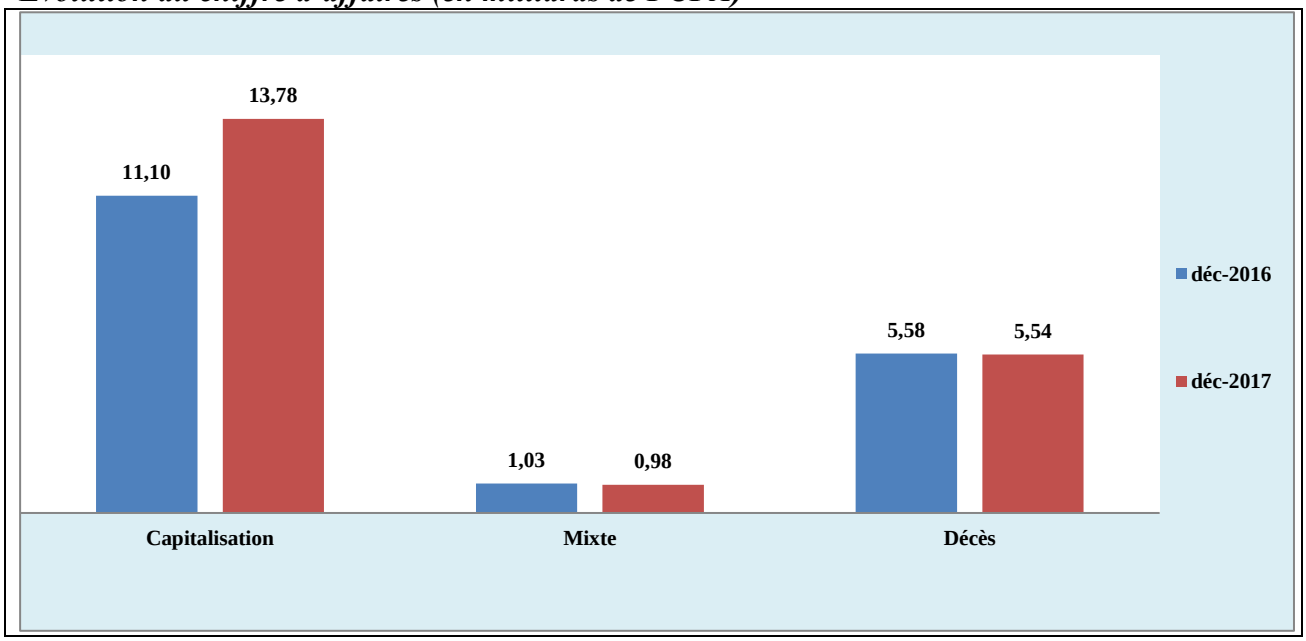


R.D.A = Responsabilité civile, Dommage aux biens, Accident individuel

II.19. 2. La Branche Vie et Capitalisation

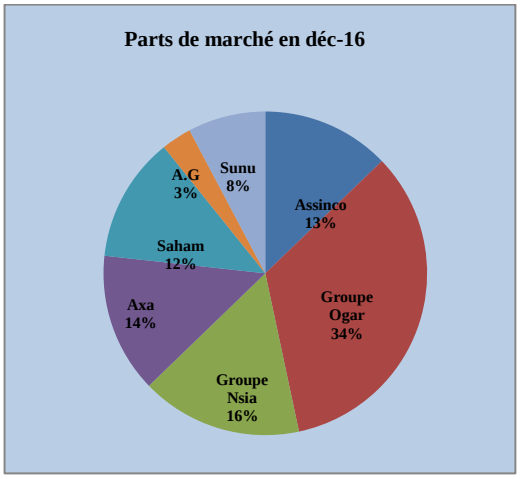
La branche Vie couvre les opérations des produits capitalisation, décès et mixte et représente 22% de l'encours des émissions du secteur, avec un chiffre d'affaires en progression de 3,5% à 20,30 milliards de FCFA en 2017. Cette progression résulte de l'augmentation du produit d'épargne « Capitalisation » (24,1% à 13,78 milliards). Toutefois, on note une hausse du niveau des avances et des rachats sur les contrats d'épargne. Cela signifie que les clients ont eu recours aux demandes de décaissements pour couvrir leurs besoins de trésorerie.

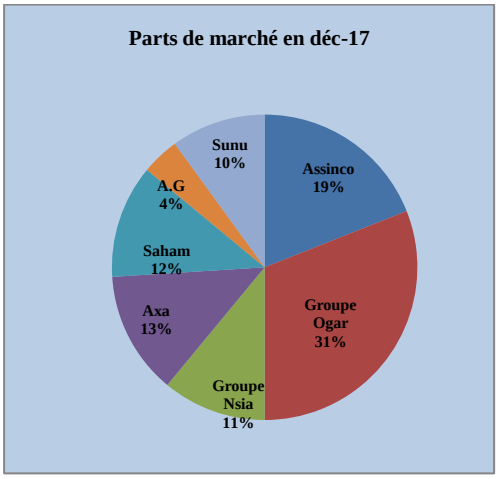
Evolution du chiffre d'affaires (en milliards de FCFA)



II.19. 3. La Répartition des parts de marché par compagnie

En termes de parts de marché, le groupe OGAR, ASSINCO et AXA se répartissent 63% du chiffre d'affaires du secteur sur la période sous revue.





- ***Les Commissions versées aux courtiers***

Le total des commissions versées aux intermédiaires s'est contracté de 13,47% à 10,21 milliards de FCFA en décembre 2017 contre 11,80 milliards à la même période en 2016, en lien avec le repli du nombre de nouveaux contrats. Ainsi, les commissions en Non Vie et Vie sont évaluées respectivement à 9,70 milliards, soit un recul de 13,1% en 2017 et à 520 millions soit un fléchissement de 17,4% par rapport à 2016.

- ***Les sinistres réglés***

La charge totale des sinistres réglés s'est appréciée de 2,4% à 40,75 milliards de FCFA en décembre 2017 contre 39,78 milliards à la même période en 2016, tirée par le règlement plus important des sinistres déclarés en Vie.

La branche Non Vie représente 67% des sinistres payés du secteur. La charge des sinistres pour le compte de la branche Non Vie a baissé de 2,5% à 27,49 milliards de FCFA, reflétant la baisse des prestations liées aux produits d'assurance « Maladie-assistance » (-3,8% à 12,34 milliards), « Automobile » (-3,1% à 9,15 milliards) et « Incendie » (-9,3% à 3,96 milliards). En revanche, la branche Vie, progressé de 14,5% pour se situer à 13,26 milliards de FCFA en décembre 2017. Les prestations servies couvrent le produit d'épargne Capitalisation (+16,5 à 10,43 milliards) et l'assurance en cas de Décès (+45,6% à 1,66 milliard).

TROISIEME PARTIE : LES GRANDEURS MACROECONOMIQUES A FIN DECEMBRE 2017

III.1 LES PRIX A LA CONSOMMATION

Au terme de l'année 2017, les pressions inflationnistes observées depuis le début d'année se sont atténuées. En moyenne, le taux d'inflation s'est situé à +2,7% en 2017 contre +2,1% en 2016. En glissement annuel, la variation du niveau général des prix s'est établie à +1,1 % en décembre 2017 contre +4,1% en décembre 2016.

Les tendances inflationnistes découleraient de l'évolution des postes suivants :

- l'accélération des prix du poste Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles (+9,9% contre +1,4% en 2016), en raison des perturbations causées par la pénurie d'eau dans certaines villes (baisse de l'offre);
- l'augmentation des prix dans les transports (+4,2% contre +10,5% en 2016) soutenue principalement par la mesure de libéralisation des prix à la pompe des produits pétroliers aux consommateurs entre 2016 et 2017 (en moyenne +7,7% à 605 FCFA le litre d'essence en 2017 et +9,4% à 540 FCFA pour le litre de gasoil) et à la baisse de l'offre de transport (problèmes financiers de la SOGATRA, etc.);
- la forte hausse des prix de l'enseignement (+12,6% contre +3,9% en 2016) en lien avec l'augmentation des frais d'inscriptions dans les établissements primaires et secondaires du secteur public ainsi que dans l'enseignement supérieur par rapport à la même période en 2016.

Les prix des produits alimentaires et boissons alcoolisées ont reculé (-0,7%). Ce fléchissement des prix est expliqué essentiellement par le maintien des mesures liées à la vie chère et au renforcement des activités de contrôle des prix, en dépit d'un relèvement des cours internationaux des produits de base (indice FAO).

Dans le même temps, les prix des légumes et tubercules ont diminué de 5,2% contre +0,4% en 2016. Cette évolution s'explique par une augmentation de l'offre sur le marché, en lien avec la mise sur le marché des produits issus des exploitations du programme GRAINE.

En revanche, les prix des produits importés, Lait, fromage et œuf et Huiles & graisse ont augmenté en moyenne annuelle, respectivement de 2,0% et 2,4%, suite à la hausse de prix internationaux de ces produits.

L'inflation sous-jacente a continué de croitre en 2017. Elle est passée de 2,0% en 2016 à 4,6% en 2017.

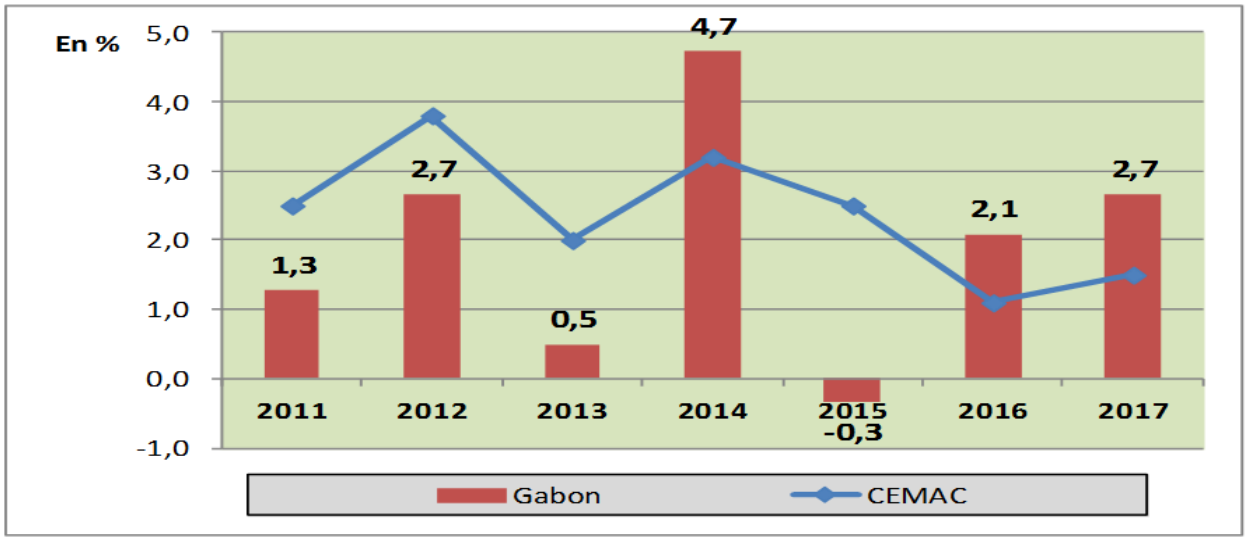
Comparativement à nos principaux partenaires économiques, le différentiel d'inflation est défavorable au Gabon en 2017. En effet, les écarts d'inflation se sont situés comme suit : +0,9% pour la Chine, +1,5% par rapport à la France et +0,6% par rapport aux Etats-Unis.

Indice Harmonisé des Prix à la Consommation

Regroupements	Pondération	Janvier - Décembre					Glissement annuel (%)
		2015	2016	2017	Moyenne (%) 2016	Moyenne (%) 2017	
INDICE GLOBAL	**10000**	**127,4**	**130,1**	**133,5**	**2,1%**	**2,7%**	**1,1**
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	3291	139,9	139,8	138,7	-0,1%	-0,7%	-2,2
Pains et céréales	*673*	*127,0*	*128,9*	*128,4*	*1,5%*	*-0,4%*	*-2,5*
Viandes	*720*	*136,1*	*135,5*	*132,9*	*-0,4%*	*-2,0%*	*-5,2*
Poissons et fruits de mer	*446*	*184,6*	*185,6*	*187,9*	*0,6%*	*1,2%*	*4,7*
Lait, fromage et œufs	*243*	*125,5*	*124,7*	*127,2*	*-0,6%*	*2,0%*	*4,3*
Huiles et graisses	*183*	*138,7*	*128,7*	*131,8*	*-7,2%*	*2,4%*	*0,4*
Légumes et tubercules	*534*	*152,2*	*152,8*	*144,9*	*0,4%*	*-5,2%*	*-11,2*
Boissons alcoolisées et tabac	185	119,6	122,6	125,5	2,5%	2,4%	1,9
Articles d'habillement et chaussures	794	135,8	135,9	137,7	0,1%	1,3%	0,7
Logement, eau, gaz, électricité….	2053	125,7	127,5	140,1	1,4%	9,9%	2,5
Meubles, articles de ménages, entretien…	561	117,7	122,6	123,4	4,2%	0,7%	1,6
Santé	357	105,0	99,4	101,1	-5,4%	1,7%	2,8
Transports	990	129,3	143,0	148,9	10,5%	4,2%	3,5
Communications	355	80,5	61,8	61,7	-23,3%	-0,2%	4,9
Loisirs et cultures	503	118,4	121,6	121,4	2,7%	-0,2%	2,9
Enseignement	170	107,8	112,1	126,2	3,9%	12,6%	34,5
Restaurants et hôtels	466	125,4	130,5	129,9	4,1%	-0,4%	-1,1
Biens et services divers	275	106,5	143,9	147,1	35,2%	2,3%	1,8
Inflation sous - jacente	**5719**	**119,9**	**122,3**	**127,8**	**2,0%**	**4,6%**	**2,8**

Source : DGS/DGEPF

En 2017, le taux d'inflation moyen du Gabon est resté au-dessus de la moyenne de la CEMAC. Cependant, le critère de convergence de la CEMAC relatif au taux d'inflation a été respecté en 2017 comme sur les trois dernières années.



III.2. L'EMPLOI

En décembre 2017, le nombre de salariés dans le secteur public a augmenté de 1,6% pour s'établir à 102 526 agents. Cette variation est liée l'augmentation des effectifs de la Fonction Publique (+2,3%), suite à la mise sous solde, au premier semestre, des agents de plusieurs départements tels l'administration économique et l'administration centrale.

Par contre, les effectifs de la Main d'Œuvre Non Permanente ont baissé de 2,2% par rapport à la même période en 2016. Cette situation est essentiellement liée au non remplacement systématique des départs à la retraite.

Evolution de l'emploi dans le secteur public

Effectifs du public	2017				Janvier-Décembre		
	T1	T2	T3	T4	2016	2017	variation 17/16
Fonction publique	87 337	87 983	87 461	87 638	85 697	87 638	2,3%
MONP	14 933	14718	14906	14 888	15 227	14 888	-2,2%
Total *	**102 270**	**102 701**	**102 367**	**102 526**	**100 924**	**102 526**	**1,6%**

Source : DGBFIP (*sans collectivité locales)

III.2.1. La variation des effectifs par département

A fin décembre 2017, les effectifs de la fonction publique ont progressé de 2,3% comparativement à la même période en 2016. Cette variation est liée aux augmentations des effectifs observées dans l'administration économique (+10,9%) et l'administration centrale (+7,5%). Les autres administrations ont connu des évolutions marginales : l'administration de l'éducation (+0,2%) ; l'administration public (+0,3%) ; l'administration sociale (+0,5%).

En lien avec la politique de maitrise des effectifs de l'administration publique, certaines administrations ont vu leurs effectifs baisser. Il s'agit des administrations de transport (-2,2%) ; ainsi que les Autres administrations (-34,8%).

Evolution de l'emploi par département

Départements	2017				Janvier-décembre		Var 17/16
	T1	T2	T3	T4	2016	2017	
POUVOIR PUBLIC	23 899	23 868	23 745	23750	23 689	23750	0,3%
ADM. CENTRALE	14 676	14 832	14 614	14687	13 662	14687	7,5%
ADM. ECONOMIQUE	7 233	7 519	7 546	7517	6 778	7517	10,9%
ADM. DEVELOPPEMENT	3 938	3 946	3 932	3902	3 787	3902	3,0%
ADM. DES TRANSPORT	1 193	1 177	1 172	1176	1 202	1176	-2,2%
ADM. DE L'EDUCATION	24 751	25 018	24 964	24940	24 900	24940	0,2%
ADM. SOCIALE	11 420	11 573	11 453	11533	11 475	11533	0,5%
AUTRES	227	50	35	133	204	133	-34,8%
TOTAL	87 337	87 983	87 461	**87638**	**85 697**	**87638**	**2,3%**

Source : DGBFIP

III.2.2 La structure des effectifs de la fonction publique

Excepté les cas particuliers, les contractuels hors statut et les militaires, les autres agents de l'Etat sont repartis en cinq catégories (A1, A2, B1, B2 et C). En fin décembre 2017, l'analyse de la structure des agents publics par catégorie montre que l'administration est essentiellement composée des agents de catégorie B1 (15 106 agents), suivi des agents de catégorie A1 (14 080 agents), des agents de B2 (13 948 agents), des A2 (12 097 agents) et des C (3701 agents).

III.3. LES SALAIRES

La masse salariale du secteur public exécutée à fin décembre 2017 a légèrement décélérée de 0,1% pour s'établir à 767,6 milliards de FCFA comparativement à 2016. Cette régression est impactée par la baisse des rémunérations de la main d'œuvre non permanente (-17,1%) et celle des collectivités locales (-7,7%) malgré la quasi-stabilité de l'administration centrale (+0,6%).

Evolution de la masse salariale du secteur public

En milliards de FCFA	2015	2016	2017	Var 17/16
Secteur Public	**746,7**	**768,6**	**767,6**	**-0,1%**
Secteur Public hors collectivités locales	***714,8***	***730,9***	***732,8***	**0,3%**
Fonction Publique	562,9	646,6	650,2	0,6%
MONP	69,6	59,5	49,3	-17,1%
Collectivités Locales	31,9	37,7	34,8	-7,7%
Autres	82,3	24,8	33,3	34,3%

Source : DGCPT

III.3.1. La solde permanente par administration

La légère hausse de la masse salariale de l'administration centrale située à 650,2 milliards de FCFA à cette période est liée à la régularisation des situations administratives des agents en présalaire précédemment en attente des postes budgétaires et quelques recrutements effectués en particulier dans l'administration générale. Cette tendance est l'impact des actions stratégiques soutenues de l'Etat relatives à la maitrise des dépenses publiques dont la masse salariale.

Par ailleurs la masse salariale a baissé au sein des administrations : du transport (-7,3%) ; du développement (-4,1%) en raison de la mise à la retraite systématique des agents de la fonction publique ayant atteint la limite d'âge requis.

Evolution de la solde permanente par département

En millions de FCFA	2 017				Janvier-décembre		
	T1	T2	T3	T4	2 016	2 017	Var 17/16
Pouvoirs Publics	43 239	43 482	44 410	43 050	179 055	174 181	-2,7%
Administration Générale	25 151	25 261	25 562	25 221	89 502	101 195	13,1%
Administration Economique	12 853	12 944	13 332	13 037	51 714	52 166	0,9%
Administration du Développement	7 085	7 037	7 239	6 981	29 540	28 342	-4,1%
Administration des Transports	1 955	1 906	1 952	1 926	8 349	7 739	-7,3%
Administration de l'Education	50 205	50 577	51 869	50 433	202 685	203 084	0,2%
Administration Sociale	20 338	20 452	20 864	20 248	83 081	81 902	-1,4%
Autres	627	340	242	413	2 687	1 622	-39,6%
TOTAL	**161 453**	**161 999**	**165 470**	**161 309**	**646 613**	**650 231**	**0,6%**

Source : ANINF, DGBFIP

III.3.2. La masse salariale de la Main d'Œuvre Non Permanente

La masse salariale de la main d'œuvre non permanente (MONP) en fin décembre 2017 a baissé de 17,1% pour se situer à 49,3 milliards de FCFA. Ce repli résulte de la maitrise des effectifs de cette catégorie d'agents suit au gel de recrutement, et au non remplacement systématique des postes vacants.

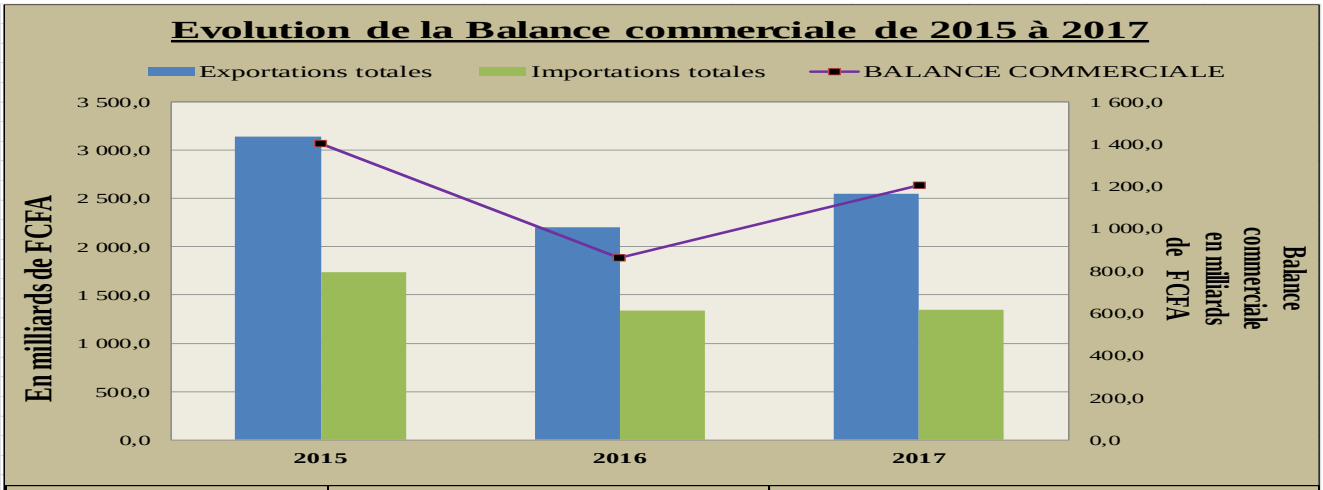
III.3.3. La masse salariale des collectivités locales

La dépense des rémunérations des personnels des collectivités locales a baissé de 7,7% pour atteindre 34,8 milliards de FCFA au terme de 2017. Cette dégradation est liée à la réduction des effectifs suite à la bonne gestion des finances locales.

III.4. LE COMMERCE EXTERIEUR

Après une contraction du solde commercial de 38,6% à 862,4 milliards de FCFA en 2016, niveau le plus bas sur les douze dernières années, le Gabon a enregistré une forte hausse (+39,6%) de l'excédent de sa balance commerciale qui s'est établie à 1 204,2 milliards de FCFA en 2017. Cette variation est liée à l'augmentation des exportations en valeurs (+15,6%), malgré la légère hausse de la facture des commandes de biens importés (+0,2%) essentiellement liée à la remontée des importations au quatrième trimestre.

Dans ce contexte, le taux de couverture des importations par les exportations s'est amélioré de 25 points à 189,6% en 2017.



En milliards de FCFA	2017				Janvier-Décembre				
	T1 Jan-Mars	T2 Avr-Juin	T3 Juil-Sep	T4 Oct-Déc	2015	2016	2017	Var 16/15	Var 17/16
Exportations totales	707,7	671,2	516,2	652,6	3 144,9	2 203,6	2 547,6	-29,9%	15,6%
Importations totales	262,1	327,6	303,8	450,0	1 740,3	1 341,2	1 343,5	-22,9%	0,2%
BALANCE COMMERCIALE	**445,5463**	**343,5682**	**212,4455**	**202,5967**	**1 404,6**	**862,4**	**1 204,2**	**-38,6%**	**39,6%**
Taux de couverture	270,0%	204,9%	169,9%	145,0%	180,7%	164,3%	189,6%	-9,1%	15,4%
Echanges (Export + Import)	969,8	998,8	820,0	1102,5	4 885,3	3 544,8	3 891,1	-27,4%	9,8%

Source : DGDDI

III.4.1. L'évolution des exportations en valeur

Les exportations totales du Gabon se sont inscrites en hausse de 15,6 % en 2017 contre une baisse de 29,9% une année plus tôt. Cette évolution s'explique non seulement par l'amélioration des ventes du secteur pétrole, mais aussi par celle du hors pétrole. En effet, l'analyse trimestrielle des données révèle que les exportations ont amorcé un redressement au dernier trimestre (+26,4%) de l'année sous revue, alors que la tendance était baissière au deuxième et troisième trimestre (respectivement de -5,1% et 23,1%).

Les exportations en valeur

En milliards de FCFA	2017				Janvier-Décembre				
	T1	T2	T3	T4	2015	2016	2017	Var 16/15	Var 17/16
Exportations de pétrole brut	**559,0**	**530,2**	**352,1**	**516,6**	**2 512,4**	**1 652,2**	**1 957,8**	**-34,2%**	**18,5%**
Variations trimestrielle	-	*-5,2%*	*-33,6%*	*46,7%*					
Exportations hors pétrole dont :	**148,2**	**140,8**	**164,2**	**136,0**	**632,5**	**551,4**	**589,8**	**-12,8%**	**7,0%**
Bois sciés et ouvrages	64,2	78,3	67,4	73,3	222,7	258,2	283,1	15,9%	9,7%
Produits dérivés du pétrole	29,9	24,3	42,1	15,8	104,0	90,3	112,1	-13,2%	24,2%
Minerais de manganèse	29,4	12,6	34,6	30,5	91,6	77,2	107,1	-15,7%	38,6%
Caoutchoucs naturels	3,8	4,0	3,0	3,2	15,1	11,3	14,1	-25,0%	24,6%
Ferro-sillico-manganèse	2,5	3,9	2,1	2,8	45,8	5,3	11,3	-88,5%	113,5%
Huile de palme	0,9	1,0	0,3	0,2	0,2	1,5	2,3	-	52,8%
Poissons et produits de la pêche	0,4	0,3	1,3	0,6	2,0	1,6	2,6	-18,6%	62,8%
Or sous forme brute	1,2	-	0,2	-	24,2	1,6	1,4	-93,3%	-11,8%
Cacao en fèves et brisures, bruts	0,1	0,0	-	-	-	-	0,1	-	-
Ciment	0,0	0,0	0,0	0,0	1,5	-	-	-	-
Bières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	-	-	-	-
Tabac	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	-	-	-	-
Autres	16,3	16,7	13,1	9,5	125,2	104,4	55,6	-16,7%	-46,7%
Exportations totales	**707,2**	**671,0**	**516,3**	**652,6**	**3 144,9**	**2 203,6**	**2 547,6**	**-29,9%**	**15,6%**
Variations trimestrielle	-	*-5,1%*	*-23,1%*	*26,4%*					

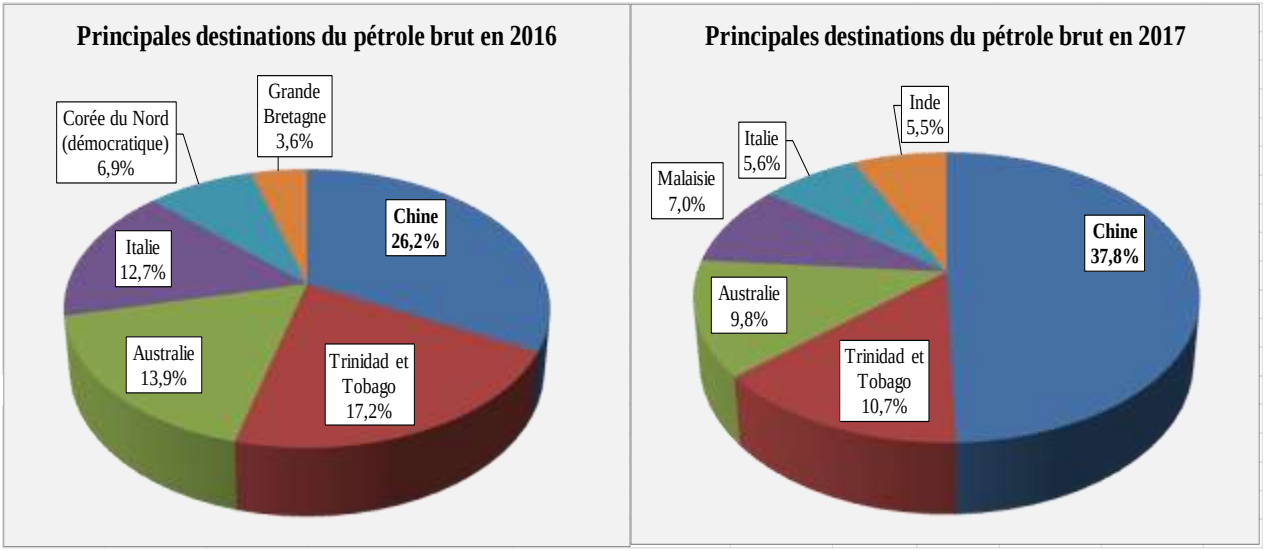
Source : DGDDI

- ***Les exportations de pétrole***

A fin décembre 2017, les exportations de pétrole brut ont progressé de 18,5% pour s'établir à 1 957,8 milliard de FCFA, malgré la faiblesse des performances enregistrées au troisième trimestre. Cette hausse de la demande a été soutenue par les achats des pays Asiatiques.

Il convient de relever que ce dernier produit occupe encore une place prépondérante dans les ventes totales du pays. En 2017, il a représenté 76,8% de la valeur totale des exportations gabonaises (75,0% en 2016), soit 21,6% du Produit Intérieur Brut contre 19,9% en 2016.

Par destination, comme tout au long de l'année, le continent asiatique est demeuré le principal acheteur du brut gabonais en 2017 avec notamment la Chine (37,8% en 2017 contre 26,2% en 2016), Trinidad et Tobago (10,7% des parts), l'Australie (9,8% des parts), la Malaisie (7,0% des parts), l'Italie (+5,6% des parts) et l'Inde (5,5% des parts).



Source : DGEPF/DGDDI

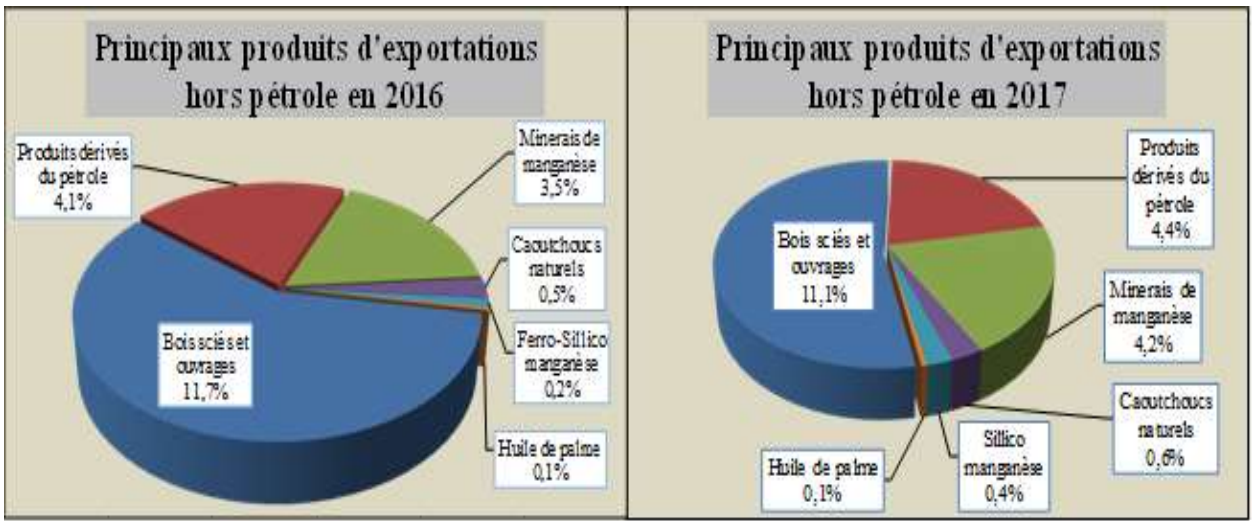
- ***Les exportations hors pétrole***

En 2017, la structure des ventes hors pétrole n'a pas changé. Par ordre d'importance, les bois sciés, les produits dérivés du pétrole et le manganèse minerais, Caoutchouc naturel, le ferro-sillico manganèse et l'huile de palme demeurent les principaux produits d'exportations du Pays. En outre, grâce à l'accélération du processus de diversification de l'économie, les produits transformés ci-après ont enregistré une progression significative des ventes à l'extérieur ainsi qu'il suit:

- les ventes des bois sciés et ouvrages, ont évoluées de 9,7% à 283,1 milliards de FCFA. Cette orientation a été favorisée par la progression de la demande du marché international des bois tropicaux, notamment de Belgique (+39,7%) et de Chine (+1,8%) ;
- les exportations de ferro-sillico manganèse ont plus que doublé, passant de 5,3 milliards en 2016 à 11,3 milliards en 2017. Cette tendance s'explique par l'amélioration des commandes des industries sidérurgiques émanant exclusivement de la Belgique (+7,1 milliards de FCFA%), du Cameroun (+214,5 millions de FCFA) et de Côte d'Ivoire (+73 millions de FCFA) ;

- Les commandes d'huile de palme qui ont augmentées de 52,8% à 2,3 milliards de FCFA. Cette situation s'explique par la mise en exploitation des plantations d'Awala et de Mouila face à une demande internationale soutenue. Notons que l'huile de palme du Gabon a été essentiellement exportée vers les pays africains et les exportations de ce produit ont été fortement en hausse : Cameroun (+63,3%), Benin (+79,7%) et le Mozambique (+41,9%).

S'agissant du secteur lié aux ressources minières, la filière manganèse a enregistré une croissance de 38,6% des ventes à 107,1 milliards de FCFA, suite au relèvement des achats de la Chine (+78,3%), de l'Espagne (39,2%) et de l'Inde (+75,4%), et à la fermeté du prix moyen du minerai gabonais (+32,8%).



Source : DGEPF/DGDDI

III.4.2. L'évolution des importations en valeur

Les importations du Gabon ont quasiment stagné en 2017, affichant une légère progression de 0,2% à 1 343,5 milliards de FCFA. Au cours de cette période, les achats de biens d'équipements et de consommation finale ont été orientés à la hausse respectivement de 21,5% et de 5,8%, pendant que les importations de biens de consommation intermédiaire et d'énergie diminuaient consécutivement de 20,9% et 35,6%.

L'alourdissement de la facture des biens d'équipement s'explique, en partie, par les achats de matériels destinés à la poursuite de l'amélioration des infrastructures du port minéralier d'Owendo ainsi qu'à ceux destinés à l'installation des nouvelles unités de production de Nkok. Cette hausse s'est observée essentiellement au cours du quatrième trimestre.

En outre, le relèvement des commandes des biens de consommation finale provient essentiellement, de l'accroissement des commandes de produits alimentaires de 7,4% à 328,4 milliards de FCFA.

Par ailleurs, la demande des biens intermédiaires a baissé de 20,9% en raison, principalement, de la réduction des importations des produits des industries pétrolières. De plus, la facture énergétique (Gazoles, butanes, huiles lubrifiants) a reculé de 35,6% à 64,5 milliards de FCFA, en liaison avec la baisse des importations du secteur de la raffinerie (-61,7%) en particulier.

Les importations en valeur

En milliards de FCFA	2017				Janvier-Décembre				
	T1	T2	T3	T4	2015	2016	2017	Var 16/15	Var 17/16
BIENS DE CONSOMMATION FINALE DONT :	115,6	131,4	112,5	119,2	501,4	452,4	478,7	-9,8%	5,8%
Produits alimentaires	*79,3*	*84,7*	*76,6*	*87,8*	*347,8*	*305,6*	*328,4*	*-12,1%*	*7,4%*
Boissons	*4,7*	*4,3*	*3,5*	*4,7*	*22,3*	*19,5*	*17,3*	*-12,7%*	*-11,4%*
BIENS D'EQUIPEMENT	75,0	104,3	80,1	247,1	689,6	417,0	506,5	-39,5%	21,5%
BIENS INTERMEDIAIRES	65,8	80,7	73,2	74,1	406,2	371,6	293,8	-8,5%	-20,9%
ENERGIE	5,7	11,1	38,0	9,7	143,1	100,1	64,5	-30,1%	-35,6%
IMPORTATIONS TOTALES	**262,1**	**327,6**	**303,8**	**450,0**	**1 740,3**	**1 341,2**	**1 343,5**	**-22,9%**	**0,2%**
Variations trimestrielle	-	*25,0%*	*-7,3%*	*48,1%*					

Source : DGDDI

III.4.3. Le partenariat économique

La Chine, sur cinq (5) années successives, est demeurée au premier rang des partenaires économiques du Gabon avec un volume d'échanges de 1 024,7 milliards de FCFA en 2017. Elle est suivie de la France (458,8 milliards de FCFA), de la Belgique (224,6 milliards de FFA), de Trinidad et Tobago (210,4 milliards de FCFA) et de l'Australie (192,8 milliards de FCFA).

Cumul des échanges (exportations/importations)

En milliards de FCFA	2017				Janvier-Décembre			
	T1	T2	T3	T4	2016	2017	Poids	Var17/16
Chine	327,8	253,4	155,9	287,6	747,1	1 024,7	26,3%	37,2%
France	122,1	130,8	98,5	107,3	479,5	458,8	11,8%	-4,3%
Belgique	72,9	70,6	50,4	47,9	213,6	224,6	5,8%	5,1%
Trinidad et Tobago	47,4	65,7	40,9	56,3	283,7	210,4	5,4%	-25,8%
Australie	55,7	35,5	36,3	48,0	231,3	192,8	5,0%	-16,7%
Pays Bas	22,8	45,9	76,0	38,9	123,9	183,7	4,7%	48,2%
Total global	**969,8**	**998,8**	**820,0**	**1 102,5**	**3 544,8**	**3 891,1**	100,0%	9,8%

Source : DGDDI

III.4.3.1 Les principaux clients

- ***Par pays***

A fin décembre 2017, les exportations gabonaises à destination de ses dix premiers clients ont augmenté de 27,2% comparativement à 2016 pour se situer à 2097,7 milliards de FCFA. Cette évolution est liée essentiellement aux commandes de la Chine (35,1%) qui s'est positionnée loin devant Trinidad et Tobago (8,2%) et l'Australie (7,5%).

La balance commerciale du Gabon avec la Chine a été excédentaire de 762,2 milliards de FCFA, consécutivement à la hausse des ventes de pétrole (739,2 milliards de FCFA en 2017 contre 433,3

milliards de FCFA en 2016), et du Minerai de manganèse (47,5 milliards de FCFA contre 26,6 milliards de FCFA en 2016), malgré la stagnation des ventes de Bois sciés et ouvrages (100, 3 milliards de FCFA contre 100,5 milliards de FCFA en 2016).

Evolution des ventes gabonaises par pays (10 premiers)

En milliards de FCFA	2017				Janvier-Décembre			
	T1	T2	T3	T4	2016	2017	Poids	Var17/16
Chine	303,0	226,9	117,2	246,4	562,5	893,4	35,1%	58,8%
Trinidad et Tobago	47,4	65,7	40,9	55,1	283,7	209,2	8,2%	-26,3%
Australie	97,6	35,4	36,2	47,7	230,1	191,9	7,5%	-16,6%
Pays Bas	17,1	37,8	69,7	29,0	98,7	153,6	6,0%	55,7%
Malaisie	97,6	41,4	1,9	1,4	26,2	142,3	5,6%	443,6%
Italie	31,3	54,8	21,8	18,2	225,4	126,1	5,0%	-44,0%
Inde	2,0	2,1	52,2	67,9	21,0	124,3	4,9%	491,1%
Indonésie	0,1	46,0	17,2	38,7	32,2	101,9	4,0%	217,0%
Belgique	23,3	34,5	14,9	10,0	78,7	82,7	3,2%	5,1%
France	33,0	13,4	10,3	15,6	90,7	72,3	2,8%	-20,3%
Exportations des 10 Premiers clients	**652,3**	**558,0**	**382,3**	**530,0**	**1 649,1**	**2 097,7**	**82,3%**	**27,2%**
Autres	55,4	113,2	133,9	122,6	554,5	449,9	17,7%	-18,9%
Total export	**707,7**	**671,2**	**516,2**	**652,6**	**2 203,6**	**2 547,6**	**100,0%**	**15,6%**
Poids des 10 premiers clients	**92,2%**	**83,1%**	**74,1%**	**81,2%**	**74,8%**	**82,3%**		

- ***Par continent***

Comme sur les trois dernières années, en 2017, l'Asie a été le premier client des produits gabonais (54,2% des parts). L'évolution de la demande asiatique fait suite principalement aux commandes de la Chine (35,1% des parts), de la Malaisie (5,6% des parts) et de l'Indonésie (4,0% des parts), en liaison essentiellement avec les ventes du pétrole brut et les bois sciés et ouvrages du Gabon à destination de ce continent.

Ce continent est suivi de celui de l'Europe (23,9% des parts), de l'Amérique (10,3% des parts) et de l'Océanie (7,5% des parts). L'Afrique occupe pour l'instant la dernière place, malgré une augmentation de ses importations sur la même période.

Evolution des exportations gabonaises par continent

En milliards FCFA	2017				Janvier-Décembre			
	T1	T2	T3	T4	2016	2017	Poids	Var17/16
AFRIQUE	13,4	13,2	68,9	8,1	84,5	103,6	4,1%	22,5%
dont CEMAC	3,4	2,8	2,0	1,7	24,0	8,0	0,3%	-66,7%
AMERIQUE	50,6	87,8	46,0	77,1	343,3	261,6	10,3%	-23,8%
ASIE	435,6	377,9	203,1	364,8	845,2	1381,4	54,2%	63,4%
EUROPE	135,4	156,9	162,0	154,8	700,0	609,1	23,9%	-13,0%
dont U.E	130,0	154,3	150,9	131,6	690,0	566,8	22,2%	-17,9%
OCEANIE	72,7	35,4	36,2	47,7	230,6	191,9	7,5%	-16,8%
Total exportations	**707,7**	**671,2**	**516,2**	**652,6**	**2203,6**	**2547,6**	**100,0%**	**15,6%**

Source : DGDDI

III.4.3.2. Les principaux fournisseurs

Les achats du Gabon en provenance de ses dix premiers fournisseurs ont enregistré une hausse de 4,3%, pour se situer à 960,0 milliards de FCFA. Ces importations représentent 71,5% des commandes totales du Gabon.

Le principal fournisseur du Gabon reste la France (28,8% des parts) suivie de la Belgique (10,6% des parts) et la Chine (9,8% des parts). Les produits en provenance de ce pays concernent essentiellement les produits de consommation non alimentaires (108,6 milliards de FCFA contre 110,9 milliards de FCFA en 2016), les produits alimentaires (72,7 milliards de FCFA contre 78,2 milliards de FCFA en 2016) et les outillages, machines, appareils mécaniques (68,4 milliards de FCFA contre 73,2 milliards de FCFA en 2016)

Le solde de la balance commerciale du Gabon avec la France a été déficitaire de 314,1 milliards de FCFA, essentiellement du fait de la baisse des ventes du pétrole, des Bois sciés et ouvrages.

Evolution des achats gabonais par pays (10 premiers)

En milliards de FCFA	2017				Janvier-Décembre			
	T1	T2	T3	T4	2016	2017	Poids	Var17/16
France	89,1	117,4	88,2	91,7	388,8	386,5	28,8%	-0,6%
Belgique	32,4	36,1	35,5	37,9	134,9	141,9	10,6%	5,2%
Chine	24,8	26,5	38,8	41,2	184,6	131,2	9,8%	-28,9%
Portugal	0,8	0,8	1,2	69,9	5,5	72,7	5,4%	-
Namibie	-	-	-	55,1	0,0	55,1	4,1%	-
Etats Unis	6,3	16,2	10,0	16,4	67,5	49,1	3,7%	-27,3%
Thaïlande	9,8	8,0	4,8	9,3	38,7	31,9	2,4%	-17,6%
Maroc	6,9	5,8	4,2	14,6	26,6	31,4	2,3%	18,2%
Pays Bas	5,6	8,1	6,3	10,0	25,2	30,0	2,2%	19,0%
Togo	3,0	5,6	16,8	4,6	49,1	30,0	2,2%	-38,8%
Importations des 10 premiers fournisseurs	**178,8**	**224,7**	**205,8**	**350,6**	**920,8**	**960,0**	**71,5%**	**4,3%**
Autres	83,3	102,9	98,0	99,3	420,3	383,5	28,5%	-8,8%
Total Importations	**262,1**	**327,6**	**303,8**	**450,0**	**1341,2**	**1343,5**	**100,0%**	**0,2%**
Poids des 10 premiers fournisseurs	**68,2%**	**68,6%**	**67,7%**	**77,9%**	**68,7%**	**71,5%**		

Source : DGDDI

- ***Par continent***

A fin décembre 2017, l'Europe est demeurée le premier fournisseur du Gabon (56,1% des importations totales), suivi de l'Asie (21,7%), de l'Afrique (15,0%), de l'Amérique (7,0%) et en dernière position par l'Océanie (0,1%). La place de l'Europe est confortée par le poids des ventes de la France en direction du Gabon.

Evolution des achats par continent

En milliards FCFA	2017				Janvier-Décembre			
	T1	T2	T3	T4	2016	2017	Poids	Var17/16
AFRIQUE	31,6	32,1	42,9	95,0	175,2	201,6	15,0%	15,0%
dont CEMAC	9,3	8,2	8,5	8,0	33,5	34,0	2,5%	1,5%
AMERIQUE	15,5	26,7	20,3	31,7	124,3	94,3	7,0%	-24,2%
ASIE	57,9	69,7	81,1	82,9	354,4	291,5	21,7%	-17,7%
EUROPE	156,7	198,9	158,9	239,8	684,6	754,3	56,1%	10,2%
dont U.E	151,8	192,1	152,8	232,8	662,7	729,5	54,3%	10,1%
OCEANIE	0,5	0,2	0,5	0,6	2,6	1,8	0,1%	-29,6%
Total importations	**262,1**	**327,6**	**303,8**	**450,0**	**1341,2**	**1343,5**	**100,0%**	**0,2%**

Source : DGDDI

III.5 LE BUDGET EXECUTE

III.5.1. Les soldes budgétaires

A fin décembre 2017, l'exécution du budget fait ressortir un excédent primaire et des déficits aussi bien en base engagement qu'en base caisse.

Le solde primaire a affiché un excédent de **58,1 milliards de FCFA contre un déficit de 215,8 milliards de FCFA en 2016**. En effet, ce surplus est attribuable au surcroît des recettes et à la réduction des dépenses primaires.

En conséquence, le solde base engagement, incluant la charge de la dette publique, a enregistré un déficit moins important que l'année précédente. **Il a reculé de 248,1 milliards de FCFA pour s'établir à 160,9 milliards de FCFA.**

Le déficit budgétaire base caisse s'est soldé, quant à lui, **à 299,2 milliards de FCFA après s'être situé à 542,2 milliards de FCFA** l'année précédente. Sa décroissance résulte notamment de la réduction des instances du Trésor **(-125,4 milliards de FCFA contre -151,3 milliards en 2016).**

Evolution des soldes

En milliards de FCFA	2017				Janvier-Décembre		
	T1	T2	T3	T4	2016	2017	17/16
Recettes pétrolières	126,2	163,7	121,4	163,1	423,1	574,4	35,8%
Recettes hors pétrole	237,7	274,1	205,4	225,8	1 001,2	943,0	-5,8%
Recettes comptes spéciaux	15,1	37,3	12,5	18,7	133,1	83,6	-37,2%
Recettes totales	**379,1**	**475,1**	**339,3**	**407,5**	**1 557,3**	**1 601,1**	**2,8%**
Dépenses de fonctionnement	294,5	302,6	279,7	254,6	1219,5	1131,4	-7,2%
Dépenses d'investissement	10,6	47,7	44,1	30,3	405,1	132,7	-67,2%
Autres dépenses	93,4	35,2	68,8	81,5	148,5	278,8	87,7%
Dépenses primaires	**398,5**	**385,5**	**392,6**	**366,4**	**1773,2**	**1542,9**	**-13,0%**
Intérêts sur la dette	22,5	84,2	37,3	75,0	193,2	219,0	13,4%
Solde primaire	**-19,4**	**89,6**	**-53,2**	**41,1**	**-215,8**	**58,1**	**-126,9%**
Solde base engagement	**-41,9**	**5,4**	**-90,5**	**-33,9**	**-409,0**	**-160,9**	**-60,7%**
Variations des arriérés	-61,8	21,9	4,2	-102,7	-133,2	-138,3	3,9%
Solde base caisse	**-103,7**	**27,3**	**-86,3**	**-136,6**	**-542,2**	**-299,2**	**-44,8%**

Source : DGCPT

III.5.2. L'exécution des recettes

Au terme des douze mois de l'année 2017, **le budget en recette s'est établi à 1 601,1 milliards de FCFA,** soit une hausse de 2,8% par rapport à la même période une année auparavant. Cette évolution est imputable à l'accroissement des recettes pétrolières, malgré la réduction des recettes non pétrolières et des recettes des comptes spéciaux.

III.5.2.1 Les recettes pétrolières

Sur une prévision de 520,1 milliards de FCFA dans la loi de finances rectificative, **finalement ce sont 574,4 milliards de FCFA qui ont été collectés au cours de l'année 2017, soit un excédent de 54,3 milliards de FCFA**. Par comparaison à fin décembre 2016, **les recettes pétrolières ont augmenté de 35,8%** suite à l'accroissement du cours du baril du pétrole sur les marchés internationaux malgré le repli de la production pétrolière et la dépréciation du Franc CFA par rapport au dollar.

Evolution des recettes pétrolières

En milliards de FCFA	2017				Janvier-Décembre		
	T1	T2	T3	T4	2016	2017	17/16
Impôts sur les sociétés	2,9	18,1	0,0	63,4	1,2	84,4	-
Redevance Minière Proportionnelle	51,6	71,0	49,3	56,9	203,9	228,8	12,2%
Autres	52,2	55,3	62,3	36,2	169,8	206,0	21,3%
Transferts SOGARA	19,5	19,3	9,9	6,6	48,3	55,3	14,6%
Total des recettes pétrolières	**126,2**	**163,7**	**121,4**	**163,1**	**423,1**	**574,4**	**35,8%**

Source : DGCPT

III.5.2.2 Les recettes hors pétrole

Arrêtées à 1 194,5 milliards de FCFA dans la loi de finances rectificative 2017, les recettes hors pétrole (hors comptes spéciaux) se sont établies à 943,0 milliards de FCFA au terme des douze mois de l'année, soit un taux d'exécution de 78,9%. Leur repli (-5,8%) par rapport en 2016 résulte surtout de la baisse de recouvrement des droits de douanes (-11,2%) et des impôts sur les personnes physiques (-20,6%).

Evolution des recettes hors pétrole

En milliards de FCFA	2017				Janvier-Décembre		
	T1	T2	T3	T4	2016	2017	17/16
Droits de douanes	56,2	61,3	65,0	63,7	277,2	246,2	-11,2%
Taxes sur les biens et services	59,0	51,0	56,9	48,5	218,5	215,4	-1,4%
dont TVA	*48,3*	*39,2*	*35,3*	*36,5*	*154,7*	*159,2*	*2,9%*
Impôts directs	75,4	106,5	29,9	59,2	299,9	270,9	-9,7%
Autres recettes	47,2	55,3	53,5	54,5	205,5	210,5	2,4%
Total de recettes hors pétrole	**237,7**	**274,1**	**205,4**	**225,8**	**1 001,2**	**943,0**	**-5,8%**

Source : DGCPT

III.5.3. Les dépenses budgétaires

A fin décembre 2017, les dépenses budgétaires cumulées ont enregistré une baisse de **10,4% soit 1 762,0 milliards de FCFA**. Hors paiement des intérêts de la dette publique (dépenses primaires), **les dépenses budgétaires ont diminué de 13,0% pour s'établir à 1 542,9 milliards de FCFA**. Les dépenses primaires sont constituées des dépenses de fonctionnement, des dépenses d'investissement et des autres dépenses.

III.5.3.1 Les dépenses de fonctionnement

Budgétisées à 1 152,5 milliards de FCFA dans la loi de finances rectificative 2017, les dépenses de fonctionnement ont été exécutées à hauteur de 98,2% au terme de l'année 2017. Par comparaison à l'année précédente, elles ont baissé de 7,2% pour s'établir à 1 131,4 milliards de FCFA ; ceci en raison de la maitrise des dépenses de personnel et du repli aussi bien des transferts et subventions que des dépenses en biens et services.

Les dépenses de personnel ont été exécutées à hauteur de 732,8 milliards de FCFA en 2017, soit un taux de réalisation de 103,2% de la dotation budgétaire. En comparaison à l'année précédente, elles ont enregistré une quasi-stabilité (+0,3%) du fait de la maîtrise de l'évolution de la solde permanente (+0,6%), de la diminution du traitement de la main d'œuvre non permanente (-11,7%) nonobstant l'accroissement des autres dépenses de personnels (+34,1%).

Sur une dotation annuelle de 251,3 milliards de FCFA, les dépenses d'équipement et de règlement des services fournis à l'Etat se sont établies à 167,4 milliards de FCFA au terme des douze mois de l'année 2017, soit un taux d'exécution de 66,6%. Elles se sont repliées de 33,5% comparativement à 2016. Cette évolution est imputable à la baisse de toutes les composantes.

Les dépenses réalisées au titre des transferts et interventions ont été exécutées à hauteur de 231,2 milliards de FCFA, soit un dépassement de 40,0 milliards de l'autorisation budgétaire. Toutefois,

elles ont baissé de 2,4% suite à la diminution des autres transferts et interventions (-23,9%) et des ressources allouées au Fonds de sécurité/souveraineté (-27,4%) malgré l'accroissement des subventions (+34,7 milliards de FCFA) et du soutien aux prix des carburants (+29,8%).

III.5.3.2 La charge de la dette

Arrêtées à 249,0 milliards de FCFA dans la loi de finances rectificative 2017, les dépenses relatives à la charge de la dette ont été exécutées à hauteur de 87,9% au terme de l'année 2017. Comparativement à l'année précédente, elles ont augmenté de 13,4% à 219,0 milliards de FCFA du fait de l'accroissement du règlement des intérêts sur la dette intérieure (+30,9%) et extérieure (+5,3%).

III.5.3.3 Les dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement exécutées sont en baisse de 67,2% pour s'établir à 132,7 milliards de FCFA en 2017. Cette chute est consécutive au recul de la mobilisation des financements aussi bien sur les ressources propres (-59,4%) que sur les ressources d'emprunt extérieures (-72,7%). Les dépenses en capital inscrivent ainsi un taux d'exécution de 30,4% par rapport au plafond arrêté dans la loi de finances rectificative 2017. En effet, sur une programmation de 150,6 milliards de FCFA d'investissement sur ressources propres et 286,0 milliards de FCFA sur financements extérieurs, seuls 44,8% et 22,8% des montants ont été décaissées.

III.5.3.4 Les autres dépenses

Les autres dépenses ont été exécutées à hauteur de 278,8 milliards de FCFA en 2017 contre 148,5 milliards de FCFA une année plus tôt. Leur augmentation s'explique, d'une part, par le renforcement des postes « Prêts nets y compris prise de participation » (+54,1 milliards de FCFA) et « Comptes spéciaux » (+42,4 milliards de FCFA) et, d'autre part, par l'affectation de 18,2 milliards de FCFA à la Caisse Nationale d'Assurance Maladie et de Garantie Sociale (CNAMGS) et de 15,1 milliards de FCFA au Fonds National pour le Développement du Sport (FNDS).

Evolution des dépenses budgétaires

En milliards de FCFA	2017				Janvier-Décembre		
	T1	T2	T3	T4	2016	2017	17/16
Fonctionnement	**294,5**	**302,6**	**279,7**	**254,6**	**1219,5**	**1131,4**	**-7,2%**
Salaires et traitements	175,1	190,4	193,2	174,2	730,9	732,8	0,3%
Biens et services	39,0	44,9	38,5	45,1	251,7	167,4	-33,5%
Transferts et subventions	80,5	67,3	48,1	35,3	236,9	231,2	-2,4%
Investissements	**10,6**	**47,7**	**44,1**	**30,3**	**405,1**	**132,7**	**-67,2%**
Ressources propres	2,9	18,7	35,8	10,0	165,9	67,4	-59,4%
Finex	7,7	28,9	8,3	20,4	239,2	65,3	-72,7%
Autres dépenses	**93,4**	**35,2**	**68,8**	**81,5**	**148,5**	**278,8**	**87,7%**
Prêts nets y c prise de participation	53,3	-11,9	18,1	19,4	24,7	78,9	218,6%
FER	0,6	10,9	0,8	7,7	19,5	20,0	2,5%
CNAMGS	5,9	3,3	7,0	1,9	-	18,2	-
FNDS	2,9	5,2	2,4	4,6	-	15,1	-
Comptes spéciaux	30,7	27,6	40,5	47,9	104,3	146,7	40,7%
Total dépenses primaires	**398,5**	**385,5**	**392,6**	**366,4**	**1773,2**	**1542,9**	**-13,0%**
Intérêts sur la dette	22,5	84,2	37,3	75,0	193,2	219,0	13,4%
Total dépenses	**421,0**	**469,7**	**429,9**	**441,4**	**1966,3**	**1762,0**	**-10,4%**

Source : DGCPT

III.6 LA DETTE

L'exécution de la dette à fin décembre 2017 fait ressortir une hausse substantielle des règlements, un accroissement important des tirages sur financements et une légère augmentation du stock de la dette. La hausse des règlements. Les tirages ont été exécutés en totalité (extérieurs et intérieurs).

III.6.1 L'évolution du règlement de la dette

Le règlement de la dette publique à fin décembre 2017 a été effectué à hauteur de 777 milliards de FCFA en hausse de 126,5% par rapport à 2016. Ce niveau s'explique conjointement par les règlements de la dette extérieure (129,4%) et intérieure (121,8%). Le règlement de la dette extérieur a présenté 62,5% du règlement total de la dette en 2017.

Le règlement de la dette extérieure a été plus consacré aux engagements des crédits commerciaux (+192,5%), envers les marchés financiers (+126,6%), les multilatéraux (108,0%), et les bilatéraux (76,6%).

Le paiement de la dette intérieure a connu une hausse de 121,8 % en 2017 comparativement à fin décembre 2016. Cette augmentation s'explique par les efforts effectués par l'administration des règlements au profit de la dette moratoire (208,1%), marché financier régional (133,2%) et du systeme bancaire(52,3%).

Evolution du règlement

(En milliards de FCFA)	A fin décembre		Variations (%)	Poids
	2016	2017		
Dette extérieure	**211,6**	**485,3**	129,4%	62,5%
Multilatérale	24,5	51,0	108,0%	6,6%
Bilatérale	47,4	83,7	76,6%	10,8%
Commerciale	51,8	151,5	192,5%	19,5%
Marché financier International	87,9	199,2	126,6%	25,6%
Dette intérieure	**131,5**	**291,7**	121,8%	**37,5%**
Bancaire	42,4	64,6	52,3%	8,3%
Moratoires	43,2	133,1	208,1%	17,1%
Divers	11,2	13,1	17,0%	1,7%
Marché financier Régional	34,7	80,9	133,2%	10,4%
Total	**343,1**	**777,0**	**126,5%**	**100%**

Source : Direction Générale de la Dette

III.6.2 L'évolution des tirages sur financements

Les décaissements cumulés sur emprunts à fin décembre 2017 se sont élevés à 976,4 milliards de FCFA, en hausse de 59,6% par rapport à 2016. Cette évolution est imputable à l'augmentation des tirages sur financements extérieurs (69,3% dont +95,5% pour les multilatéraux). Par conséquent, les tirages extérieurs ont représenté (79,8%) du montant total décaissé en 2017.

La forte progression des tirages multilatéraux s'explique essentiellement par les tirages effectués auprès de la Banque Mondiale(BIRD), de la Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale(BDEAC) et le Fond d'investissement et de Développement Agricole (FIDA), sur les projets suivants :

1) La Dorsale de Télécommunication ;
2) Le programme de promotion de l'investissement et de la compétitivité ;
3) Le programme de développement des infrastructures locales Phase II ;
4) L'accès aux services de base en milieu rurale ;
5) Le développement du système des statistiques du Gabon ;
6) Le projet E-Gabon ;
7) L'appui à l'employabilité des jeunes ;
8) L'Aménagement de la route PK5-PK12 ;

Les tirages auprès des bailleurs commerciaux proviennent de la Commercial Bank of China. Ils ont été orientés vers deux (2) projets, à savoir :

1) Construction du stade d'Oyem ;
2) Construction du stade de Port-Gentil.

Les tirages bilatéraux ont été effectués auprès de l'Agence Française de Développement. Les projets ayant bénéficié de ces financements sont :

1) Le projet de développement agricole (PRODIAG) ;
2) L'assainissement de la ville de Port-Gentil ;
3) Le bassin versant du Gué Gué ;
4) La réhabilitation du Transgabonais

Les décaissements réalisés sur financements intérieurs sont constitués de prêts auprès du système bancaire local et des Obligations du Trésor Assimilables (OTA) levées sur le marché financier régional des titres publics à souscription libre organisé par la BEAC et d'Obligations du Trésor par appel public à l'épargne (APE) levés sur le marché de la BVMAC. Ces décaissements ont représenté respectivement 57,5 milliards de FCFA et 139,4 milliards de FCFA.

Evolution des tirages

(En milliards de FCFA)	A fin décembre		Variations	Poids
	2016	2017		
Extérieure	**239,2**	**779,5**	**69,3%**	**79,8%**
Multilatéraux	26,6	595,3	95,5%	61,0%
Bilatéraux	69,4	51,9	-33,8%	5,3%
Commerciaux	143,2	19,9	-620,4%	2,0%
Marché financier international	0,0	112,5	100,0%	
Intérieure	**155,2**	**196,9**	**21,2%**	**20,2%**
Banques Commerciales	0,0	57,5	100,0%	
Marché financier régional	155,2	139,4	-11,3%	14,3%
Total	**394,4**	**976,4**	**59,6%**	**100%**

Source : DGD

III.6.3 L'évolution du stock de la dette publique

Au terme de l'année 2017, le stock de la dette publique du Gabon a augmenté de 18,1% pour s'établir à 4807,6 milliards de FCFA. Cette évolution est imputable à la progression conjointe de l'encours de la dette extérieure et intérieure en liaison avec les emprunts multilatéraux, du marché financier régional, les commerciaux et bilatéraux.

Par ailleurs, le portefeuille de la dette publique du Gabon reste toujours dominé par la dette extérieure qui représente environ 69,8% du total de la dette dont 24,9% provient des marchés financiers.

Evolution du stock

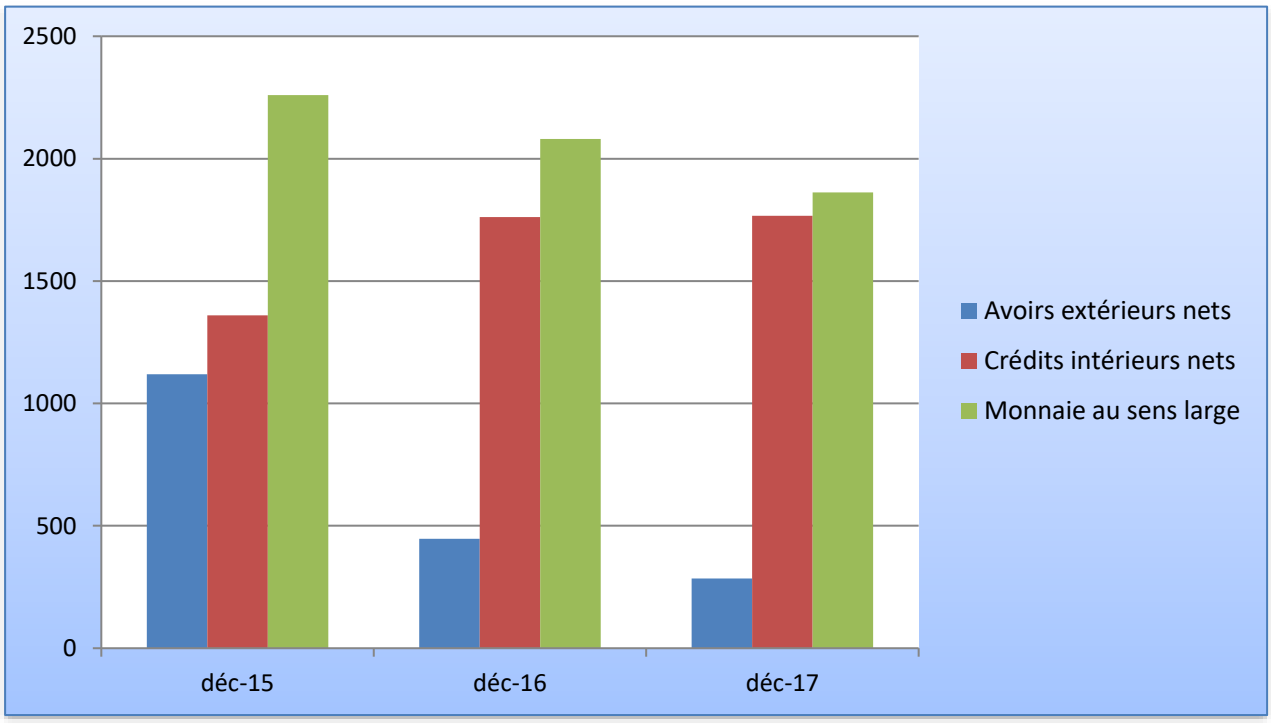
(En milliards de FCFA)	A fin décembre		Variations (%)	Poids(%)
	2016	2017		
Dette extérieure	**3087,6**	**3355,8**	**8,7%**	**69,8%**
Multilatérale	376,9	913,5	**142,4%**	19,0%
Bilatérale	742,8	678,9	**-8,6%**	14,1%
Commerciale	621,9	566,5	**-8,9%**	11,8%
Marché financier International	1346,0	1196,9	**-11,1%**	24,9%
Dette intérieure	**982,0**	**1451,9**	**47,8%**	**30,2%**
Bancaire	358,2	826,4	**130,7%**	17,2%
Moratoires	309,4	240,9	**-22,1%**	5,0%
Divers	20,0	14,0	**-30,2%**	0,3%
Marché financier Régional	294,4	370,6	**25,9%**	7,7%
Total	**4069,6**	**4807,6**	**18,1%**	**100,0%**

Source : DGD

III.7. LA SITUATION MONETAIRE

A fin décembre 2017, la situation monétaire large est marquée par une baisse de la masse monétaire (-10,5%), des avoirs extérieurs nets (-36,3%) et une légère hausse du crédit intérieur net (+0,2%).

Situation monétaire résumée (en milliards de FCFA)



Source : BEAC

III.7.1. Les principaux agrégats monétaires

III.7.1.1 La masse monétaire (M2)

Au quatrième trimestre 2017, la masse monétaire a diminué de 10,5% à 1861,7 milliards de FCFA, en rapport avec la dépréciation des avoirs extérieurs nets (-36,3% à 284,3 milliards de FCFA).

L'analyse de ses composantes révèle une baisse simultanée des dépôts collectés (-10,9% à 1535 milliards de FCFA) et de la circulation fiduciaire (-8,8% à 326,7 milliards de FCFA).

La quasi-monnaie a fléchi de 10% à 647,1 milliards de FCFA sur la même période, en relation avec le repli de l'épargne des agents économiques, notamment les entreprises du secteur privé.

III.7.1.2. Les ressources extra-monétaires

Elles ont augmenté significativement de 47,7% à 188,6 milliards de FCFA au quatrième trimestre 2017, suite à l'amélioration des autres postes nets (passant de -251,8 milliards de FCFA en décembre 2016 à –87,3 milliards de FCFA en décembre 2017).

III.7.2. Les contreparties de la masse monétaire

En glissement annuel, les contreparties des ressources monétaires ont reculé de 7,2% à 2050,3 milliards de FCFA, corrélativement à la dépréciation des avoirs extérieurs nets (-36,3%).

III.7.2.1. Les Avoirs Extérieurs Nets (A.E.N)

Les Avoirs Extérieurs Nets se sont contractés de 36,3% à 284,3 milliards de FCFA au quatrième trimestre 2017, sous l'effet de la forte baisse des réserves officielles nettes (-56,3% à 156,4 milliards de FCFA).

Au vu de ce qui précède, le taux de couverture des engagements à vue par les avoirs extérieurs perd 5,5 points pour s'établir à 50,2% au quatrième trimestre 2017.

Evolution et répartition des avoirs extérieurs nets (en milliards de FCFA)

Trimestre	déc-16	mars-17	juin-17	sept-17	déc-17	var déc-17/déc-16
Avoirs extérieurs nets	**446,6**	**521,3**	**399,3**	**378,0**	**284,3**	**-36,3%**
Banque centrale	358,3	343,9	284,3	266,5	156,4	-56,3%
Banques commerciales	88,3	177,4	115,0	111,5	127,9	+44,8%

Source : Beac

III.7.2.2 Le crédit intérieur

Le crédit intérieur a augmenté très légèrement de 0,2% à 1766 milliards de FCFA au quatrième trimestre 2017, en liaison avec la hausse des créances nettes sur l'Etat, nonobstant le repli des créances sur l'économie.

Evolution du crédit intérieur (en milliards de FCFA)

Trimestre	déc-16	mars-17	juin-17	sept-17	déc-17	var déc-17/déc-16
Crédits intérieurs nets	**1761,9**	**1731,7**	**1657,0**	**1642,9**	**1766,0**	**+0,2%**
Créances nettes sur l'Etat	589,4	577,1	522,5	553,2	644,6	+9,4%
Créances sur le reste de l'économie	1172,5	1154,6	1134,5	1089,7	1121,4	-4,4%

Source : Beac

III.7.2.3 Les créances sur l'économie

Elles ont enregistré un amenuisement de 4,4% à 1121,6 milliards de FCFA à fin décembre 2017. Il est imputable à la régression des crédits alloués au secteur privé non financier, représentant 90% de l'encours des crédits.

III.7.2.4 Les créances nettes sur l'Etat

Au quatrième trimestre 2017, la situation nette débitrice de l'Etat s'est établie à 644,6 milliards contre 589,4 milliards de FCFA un an plus tôt. Cette situation traduit une augmentation de la dette de l'Etat envers le système bancaire pour répondre à la baisse des recettes budgétaires fortement impactées par la chute des cours du pétrole.

Par conséquent, la Position Nette du Gouvernement (PNG) s'est dégradée passant de 547,8 milliards en décembre 2016 à 731,9 milliards de FCFA en décembre 2017.

III.8 LA POLITIQUE MONETAIRE

En glissement annuel, la politique monétaire de la Beac a reposé sur un relèvement du TIAO (Taux d'Intérêt des Appels d'Offres), un maintien de l'objectif de refinancement, des autres taux directeurs et de la politique des réserves obligatoires.

III.8.1. L'action sur la liquidité bancaire

Le marché interbancaire est caractérisé par un niveau de liquidité acceptable. Aussi, l'Institut d'Emission a –t-il maintenu son objectif de refinancement à80 milliards de FCFA.

III.8.2. La politique des taux d'intérêt

Le Comité de Politique Monétaire qui s'est tenu le 19 décembre2017 a décidé de laisser inchangés les principaux taux d'intervention ainsi qu'il suit :

Taux d'Intérêt des Appels d'Offres (TIAO)	2,95%
Taux des Prises en Pension (TPP)	4,20%
Taux Créditeur Minimum (TCM)	2,45%

De même, les taux d'intérêt sur les placements ont été maintenus et fixés comme suit :

Placements à 7 jours	0%
Placements à 28 jours	0%
Placements à 84 jours	0%

Enfin, les coefficients applicables sur les Dépôts à Terme (DAT), sur les Dépôts à Vue (DAV) et le taux de rémunération des réserves obligatoires ont été reconduits ainsi qu'il suit :

Coefficients applicables sur les Dépôts à Vue (DAV)	11,75%
Coefficients applicables sur les Dépôts à Terme (DAT)	9,25%
Taux de rémunération des réserves obligatoires	0,05%

CONCLUSION

Au terme du quatrième trimestre de l'année 2017, les performances du secteur productif se sont principalement caractérisées par une baisse de la production pétrolière plus prononcée qu'initialement anticipée, une nouvelle hausse de la filière bois, une forte progression de la production minière et agricole, notamment de la filière manganèse et du palmier à huile. La baisse de la production pétrolière a empêché le pays de tirer pleinement profit de la hausse des prix de cette matière sur le marché international.

La bonne tenue des cours du pétrole a contribué, tout comme les ventes à l'extérieur de bois débité et de manganèse, à l'accroissement des recettes d'exportation globales qui ont augmenté de 15,6%. Grâce à une forte remontée de la demande sur le quatrième trimestre, les importations ont légèrement progressé de 0,2% en rythme annuel. Ainsi, après une contraction du solde commercial de 38,6% à 862,4 milliards de FCFA en 2016 (niveau le plus bas sur les douze dernières années), il est en forte hausse en 2017 annonçant une remontée des avoirs extérieur du pays, qui devrait se traduire par une reconstitution progressive des réserves de change, après trois années de baisse continue.

En revanche, la baisse des investissements publics s'est traduite par des contreperformances pour les secteurs comme les BTP et les autres industries, fortement dépendant de la commande publique. Cette évolution a également impacté négativement des secteurs comme le commerce et les services. Néanmoins, les secteurs comme les transports et les télécommunications ont tiré profit des améliorations des enregistrées dans les filières minière, bois et agricole. Ces évolutions se sont traduites par un nouveau ralentissement de la croissance qui s'est établie à environ 0,7% en 2017 contre 2,1% en 2016, tirée par le secteur hors pétrole qui a cru de 2%.

Il convient de relever l'impact des accumulations par l'Etat des arriérés sur les entreprises qui ont freiné le développement des activités économiques, notamment dans les secteurs dépendants de la commande publique. De même, le faible taux d'exécution des projets adossés à des financements extérieurs a contribué à l'atonie dans les secteurs comme les BTP. C'est pourquoi, pour l'année 2018, à la suite de la conclusion de la première revue, on peut espérer une exécution budgétaire plus fluide, de nature à contribuer à la remontée de la croissance.

ANNEXE

Trimestre	oct-16	nov-16	déc-16	oct-17	nov-17	déc-17*
	en milliards de FCFA					
Avoirs extérieurs nets	**606,3**	**546,7**	**446,6**	**413,3**	**427,8**	**284,3**
Banque centrale	503,4	445,3	358,3	278,2	243,9	156,4
Banques commerciales	102,9	101,4	88,3	135,1	183,9	127,9
Crédits intérieurs nets	**1676,0**	**1661,6**	**1761,9**	**1625,3**	**1697,8**	**1766,0**
Créances nettes sur l'Etat	480,7	456,1	589,4	517,9	589,0	644,6
dont Position Nette du Gouvernement (PNG)	*586,5*	*530,2*	*547,8*	*631,5*	*746,7*	*731,9*
dont Créances nettes sur les organismes publics	*-105,8*	*-74,1*	*41,6*	*-113,6*	*-157,7*	*-87,3*
Créances sur le reste de l'économie	1195,3	1205,5	1172,5	1107,4	1108,8	1121,4
Ressources = Contreparties	**2282,3**	**2208,3**	**2208,5**	**2038,6**	**2125,6**	**2050,3**
Monnaie au sens large	**2045,5**	**1999,8**	**2080,8**	**1878,1**	**1974,1**	**1861,7**
Circulation fiduciaire	346,4	337,2	358,1	301,6	302,7	326,7
Dépôts	1699,1	1662,6	1722,7	1576,5	1671,4	1535,0
dont Quasi monnaie	708,8	716,4	719,3	*672,8*	*727,7*	*647,1*
Ressources extra-monétaires	236,8	208,5	127,7	160,5	151,5	188,6
	Variation annuelle en %					
Avoirs extérieurs nets	**-49,2%**	**-53,4%**	**-58,9%**	**-31,8%**	**-21,7%**	**-36,3%**
Crédits intérieurs nets	**33,7%**	**29,5%**	**28,9%**	**-3,0%**	**2,2%**	**0,2%**
Créances nettes sur l'Etat	-	-	-	7,7%	29,1%	9,4%
Créances sur le reste de l'économie	-7,0%	-8,8%	-10,3%	-7,4%	-8,0%	-4,4%
Ressources = Contreparties	**-3,8%**	**-10,1%**	**-10,9%**	**-10,7%**	**-3,7%**	**-7,2%**
Masse monétaire	***-8,5%***	***-11,2%***	***-9,0%***	**-8,2%**	**-1,3%**	**-10,5%**
Circulation fiduciaire	*-2,0%*	*-4,9%*	*-5,4%*	-12,9%	-10,2%	-8,8%
Dépôts	*-9,7%*	*-12,4%*	*-9,7%*	-7,2%	0,5%	-10,9%

Source : Beac

EQUIPES DE RÉDACTION

DIRECTION DES PROGRAMMES SECTORIELS (DPS)

Directeur

M. OTO'O NGOUA Lambert

Directeur Adjoint

M. LEMAMI Ferdin

Chefs de Service

Mme. LEKOGO Annette Clarisse
M. OBAME NANG Didier

Chargés d'Etudes

Mme. NDAMANGANA Marie-France
Mme. MATSANGA Carla Marlène ép. BOUASSA
Mme. OKOUMBA ALILA Hortense
Mme. ESSENG MEZUI Chimène
Mme. ESSENE OGNANE Sandrine
Mme. KODIVO MOUCKALA Louise Emmanuelle
Mme. OYE NKIET ép. BASSIVA Diane Christelle
Mme. NYINZE Gildas Armande
M. MOUPEPE Yves
M. BANGUEBE Aldrin Jules
M. BOUPANA Gérald
M. ENGANGOYE NKORI Huygens
M. EMVO EKORO Jonathan
M. NZIENGUI MOMBO Amour
M. EKOMY NGUEMA Yvan Bertin

DIRECTION DE LA PREVISION ET DES ANALYSES ECONOMIQUES (DPAE)

Directeur

M. Prosper EBANG EBANG

Directeur Adjoint

M. Valentin MBA MENGUE

Chefs de Service

Mme. Lucie NSANNE EMANE
Mme. Julie Sandrine NTSAME
M. Dan Romaric OBOUMADZOGO

Chargés d'Etudes

Mme. Stéphanie Josiane AVOME NGUEMA
Mme. Estimée NDOUNOU née BOUABE NDJALATSIA
Mme. Elzy Yolène BOUYOU
Mme. Anuarite LOUBAKI DIMBOU
Mme. Ariane MOUANDA BABONGUI
M. Martial MBA BISSIGHE
M. GildasRomaric MATANGOYE
M. Raphael MBA N'NANG
M. Albain MOKAMBO
M. Didier NKOGHE OBAME
M. Ike APOUBA LOUSSOU
M. Euloge Bernadin LENGOUNGA
M. Brice YOUOMO
M. Noel MAGANGA
M. Georges Freddy MOUNANGA
M. Patrick Patrici NZUE EDOU

DIRECTION DES SYNTHESES ET DE LA PROMOTION ECONOMIQUES (DSPE)

Directeur :

Mme. Juliette NZIENGUI ép. LOEMBA BAYONNE

Directeur Adjoint :

M. Ghislain ILOUGOU

Chefs de Service

M. Kevin BOUNGOUNGOU

M. Pierre Dieudonné THATY

Chargés d'Etudes

Mme Milène N'GANGA

Mme Marie Irène IBOMBO

Mme Pauline LEMBOUMBA NGOUNDA

M. Félicien Farlane NGANI

DIRECTION DES INSTITUTIONS FINANCIERES (DIF)

Directeur

M. Anicet OGANDAGA

Directeur adjoint

M. Jean Justin NANG ONDO

Chefs de Service

Mme. Cécile MAGANGA NZIENGUI

M. Christophe LEKOUGHA OYOUOMI

M. Aymard NGOUA ONA

Chargés d'Etudes

Mme. NZIENGUI BOUANZA ép. KEDI ONGODA

Mme. Shirley Nolita TSONO OPHOU

Mme. LEYAMBA ODJIARI Praxède

M. Wilfried ALLOGHE EYEGHE

M. Guy de Luxe BONGO BOETOUMBA

M. Jean de Dieu MOUSSODOU

M. OBANDJI Guy Ulrich

M. Florent MANEMBE

CELLULE MICROFINANCE

Chefs de Service:

Mme. Raïssa NTSAME DZIGHE

Chargés d'Etudes

M. Béchir MAHAMAT LEBOUBA
M.LIPOCKO MOMBO